

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

2. PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES

Communauté d'Agglomération
Riom Limagne et Volcans
PADD débattu le 14 janvier 2020
PLUi approuvé le 7 mars 2023

+ d'infos sur : www.rlv.eu

RIOM LIMAGNE & VOLCANS
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

SOMMAIRE

GLOSSAIRE p.5

AVANT-PROPOS p.7

Qu'est-ce que le PADD ? 7
Guide d'utilisation 7

INTRODUCTION p.9
Un projet fédérateur 9
Trois enjeux transversaux pour le territoire 9
Trois axes pour le Projet d'Aménagement et de Développement Durables 10

AXE 1

UN TERRITOIRE MOTEUR À L'ÉCHELLE RÉGIONALE VALORISANT SES SINGULARITÉS p.12

Orientation 1.0 Faire des paysages uniques les garants de l'image du territoire 14

Orientation 1.1 Affirmer un positionnement métropolitain en s'appuyant sur la diversité de l'armature territoriale 17

Orientation 1.2 Conforter et diversifier les filières économiques d'excellence 20

Orientation 1.3 Valoriser les atouts de la destination touristique Terra Volcana, les Pays de Volvic 23

Orientation 1.4 Positionner le territoire comme un espace de nature préservée 26

AXE 2

UNE DÉMARCHE DE PROJET VERTUEUSE ACCOMPAGNANT L'ÉVOLUTION DES MODES DE VIE p.30

Orientation 2.0 Accompagner l'insertion qualitative des projets dans les paysages 33

Orientation 2.1 Renforcer la qualité des zones d'activités économiques pour améliorer l'accueil des entreprises 34

Orientation 2.2 Articuler la production de logements en cohérence avec l'armature urbaine 36

Orientation 2.3 Réinvestir les centres-villes & les centres-bourgs 39

Orientation 2.4 Concevoir les nouvelles formes urbaines 41

AXE 3

DES ACTIONS TRANSVERSALES PERMETTANT DE FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE p.43

Orientation 3.0 Anticiper les effets du changement climatique sur les paysages 46

Orientation 3.1 Investir dans les mobilités de demain 47

Orientation 3.2 Adopter une gestion frugale et économe en ressources 49

Orientation 3.3 Tendre vers la sobriété et l'efficacité énergétique 50

Orientation 3.4 Améliorer la résilience du territoire face aux risques et nuisances 51

GLOSSAIRE

ARMATURE TERRITORIALE

Le cœur métropolitain
Le cœur métropolitain regroupe les villes de Riom, Mozac et Ménétrol.

Les pôles structurants ou de vie
Les pôles structurants ou de vie sont Ennezat, Volvic et Chatel-Guyon.

Les communes péri-urbaines
Les communes péri-urbaines rassemblent les communes suivantes : Chambaron-sur-Morge, Chanat-la-Mouteyre, Chappes, Charbonnières-les-Varennes, Chavaroux, Le Cheix-sur-Morge, Clerlande, Entraigues, Enval, Lussat, Malauzat, Malintrat, Marsat, Les Martres d'Artière, Les Martres-sur-Morge, Pessat-Villeneuve, Pulvérières, Saint-Beauzire, Saint-Bonnet-près-Riom, Saint-Ignat, Saint-Laure, Saint-Ours-les-Roches, Sayat, Surat et Varennes-sur-Morge.

Les centres-villes
Les centres-villes correspondent au quartier central, généralement le plus ancien et le plus animé du cœur métropolitain et des pôles de vie (Riom, Mozac, Ménétrol, Ennezat, Volvic et Chatel-Guyon).

Les centres-bourgs
Les centres-bourgs désignent le cœur des communes péri-urbaines dont l'ordre de grandeur se situe entre la ville et le village.

LOIS, PROCÉDURES & DOCUMENTS CADRES

La loi Solidarité et au Renouvellement Urbain (SRU)
La loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain, appelée Loi SRU, est un texte complexe qui modifie en profondeur le droit de l'urbanisme et du logement en France. L'article 55 de cette loi impose à certaines communes de disposer d'un nombre minimum de logements sociaux.

Le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET)
Le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET), comme son prédécesseur le PCET, est un outil de planification qui a pour but d'atténuer le changement climatique, de développer les énergies renouvelables et maîtriser la consommation d'énergie.

Le Schéma de cohérence territoriale (SCoT)
Le Schéma de cohérence territoriale (SCoT) est l'outil de conception et de mise en œuvre d'une planification stratégique intercommunale, à l'échelle d'un large bassin de vie ou d'une aire urbaine, dans le cadre d'un projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Le Programme Local de l'Habitat (PLH)
Le Programme Local de l'Habitat (PLH) est un document stratégique de programmation qui inclut l'ensemble de la politique locale de l'habitat : parc public et privé, gestion du parc existant et des constructions nouvelles, populations spécifiques. Outre les besoins en logement, le PLH doit répondre aux besoins en hébergement et favoriser la mixité sociale et le renouvellement urbain. Il doit être doté d'un dispositif d'observation de l'habitat sur son territoire, afin de pouvoir suivre les effets des politiques mises en œuvre.

PATRIMOINE BÂTI & NATUREL

Les sites Natura 2000
Outils fondamentaux de la politique européenne de préservation de la biodiversité, les sites Natura 2000 visent une meilleure prise en compte des enjeux de biodiversité dans les activités humaines. Ces sites sont désignés pour protéger un certain nombre d'habitats et d'espèces représentatifs de la biodiversité européenne

La Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)
La ZNIEFF est un espace naturel inventorié en raison de son caractère remarquable. L'inventaire des ZNIEFF a pour objectif d'identifier et de décrire, des secteurs de plus grand intérêt écologique abritant la biodiversité patrimoniale dans la perspective de créer un socle de connaissance mais aussi un outil d'aide à la décision (protection de l'espace, aménagement du territoire).

Le corridors écologique
Le corridor écologique désigne un ou des milieux reliant fonctionnellement entre eux différents habitats vitaux pour une espèce, une population, une métapopulation ou un groupe d'espèces ou métacommunauté (habitats).

Les réservoirs de biodiversité
Les réservoirs de biodiversité sont des espaces dans lesquels la biodiversité, rare ou commune, menacée ou non menacée, est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie (alimentation, reproduction, repos) et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement

GLOSSAIRE

La trame verte, bleue et noire
La Trame verte et bleue est un réseau formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques identifiées par les schémas régionaux et par les documents de planification de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements. Elle contribue à l'amélioration de l'état de conservation des habitats naturels et des espèces et au bon état écologique des masses d'eau.

La notion de « trame noire » a fait son apparition depuis quelques années, s'ajoutant à celle de « trame verte et bleue ». Son objectif est de limiter la dégradation et la fragmentation des habitats dues à l'éclairage artificiel par l'intermédiaire d'un réseau écologique formé de réservoirs et de corridors propices à la biodiversité nocturne.

Les unités paysagères
Les unités paysagères sont des espaces homogènes en termes d'éléments de composition, motifs paysagers, structures paysagères, ambiances, perceptions et représentations sociales.

Le Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)
Le schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) est un outil de planification, institué par la loi sur l'eau de 1992, visant la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau.

La loi paysage de 1930
La loi du 2 mai 1930 est une loi française ayant pour objet de réorganiser la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque. Elle crée les sites naturels inscrits et sites naturels classés.

Le patrimoine vernaculaire
Le patrimoine vernaculaire ou «petit patrimoine» désigne les éléments caractéristiques d'une culture locale, populaire, non-dominante, celle de l'histoire du quotidien et des pratiques : lavoirs, calvaires, ou petit bâti rural.

VOLET OPÉRATIONNEL

Le programme d'intérêt général (PIG)
Le programme d'intérêt général (PIG) est un programme d'actions initié par les collectivités territoriales bénéficiaires d'une convention de délégation des aides à la pierre. Il vise à apporter des solutions à des problèmes spécifiques en matière d'amélioration de l'habitat dans des ensembles de logements ou d'immeubles.

L'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)
L'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) est une convention française passée entre une collectivité (commune ou un EPCI) et l'État et l'Anah (Agence nationale de l'habitat) en vue de requalifier et de réhabiliter un quartier bâti.

L'Opération de Revitalisation de Territoire (ORT)
Créée par la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (Elan) du 23 novembre 2018, l'ORT est un outil à disposition des collectivités locales pour porter et mettre en œuvre un projet de territoire dans les domaines urbain, économique et social, pour lutter prioritairement contre la dévitalisation des centres-villes.

AVANT PROPOS

QU'EST-CE QUE LE PADD ?

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) expose les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme retenues par la Communauté d'Agglomération Riom Limagne et Volcans pour les années à venir, en articulation avec les documents de planification d'échelle supérieure (le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Grand Clermont et d'autres documents adoptés par l'agglomération comme le Programme Local de l'Habitat (PLH) et le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)).

Ces grandes orientations seront présentées et débattues en Conseil Communautaire, puis au sein de chaque conseil municipal.

Le rôle du PADD est défini par l'article L.151-5 du Code de l'Urbanisme. C'est un document qui doit être simple et accessible à tous les citoyens. Il doit traduire le projet de territoire porté par les élus et dessine les lignes de forces du projet intercommunal à horizon de dix à quinze ans. Le PADD est élaboré sur la base du diagnostic et des enjeux exposés dans le rapport de présentation. Les pièces réglementaires - orientations d'aménagement et de programmation, plan de zonage et règlement - devront être cohérentes avec les grandes orientations du PADD.

Il s'articule autour de trois principes fondamentaux :

- il définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques,
- il arrête les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de la Communauté d'Agglomération,
- il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation d'espaces et de lutte contre l'étalement urbain.

GUIDE D'UTILISATION

Les grandes orientations

Le PADD est organisé en trois axes regroupant les 15 grandes orientations. Le conseil communautaire, ainsi que les 31 conseils municipaux, débattent de ces 15 grandes orientations afin de les fixer comme ligne de conduite pour la suite de la démarche de PLUi, et notamment pour la phase de réalisation des orientations d'aménagement et de programmation, du plan de zonage et du règlement.

Le débat

Les grandes orientations ne sont pas soumises à un vote mais bien à un débat figurant dans le compte-rendu du conseil. Les conseils municipaux ont été invités à organiser ce débat, après le débat du conseil communautaire du 14 janvier 2020.

Les débats en conseils municipaux se sont déroulés suite aux élections municipales, entre le 1 octobre et le 31 décembre 2020.

À la suite du débat, le PADD a évolué sans modifier l'économie générale du projet portée par les 15 grandes orientations.

Cette présente version amendée suite aux remarques formulées par les conseils municipaux a été débattu en conseil communautaire du 30 mars 2021.

Le sursis à statuer.

Le débat sur les grandes orientations du PADD ouvre la possibilité pour les communes d'utiliser le sursis à statuer. L'octroi d'une autorisation d'urbanisme (permis de construire, permis d'aménager ou déclaration préalable) peut être suspendu, pendant 2 ans, dans le cas où le projet compromet l'exécution des grandes orientations du futur PLUi.

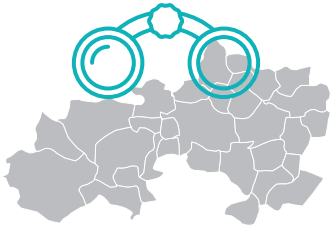
RAPPORT DE PRÉSENTATION

Le diagnostic du territoire



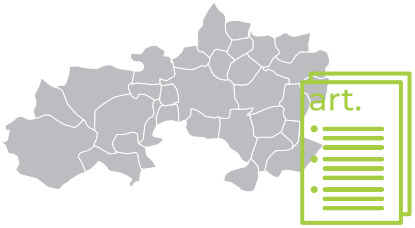
PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES

Les grandes orientations du territoire à long terme



RÈGLEMENT ET ZONAGE

Les règles d'urbanisme par zones, qui déterminent les possibilités de construire



ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Les secteurs et quartiers à enjeux



INTRODUCTION

UN PROJET FÉDÉRATEUR

La définition du Projet d'Aménagement et de Développement Durables est une étape cruciale dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté d'Agglomération. Il est le fruit des réflexions des élus et d'une riche concertation avec les habitants. Ce projet fédère les 31 communes du territoire autour d'une vision partagée, cohérente et solidaire du territoire à l'horizon 10 à 15 ans.

Il intègre les exigences législatives et réglementaires qui s'imposent au projet et apporte une réponse au défi de la décentralisation et des lois successives en matière d'aménagement durable confortant le rôle des Établissement Publics de Coopération Intercommunale dans l'élaboration des documents de planification urbaine. Le territoire se situe dans un contexte complexe où des enjeux variés et contradictoires sont à appréhender dans leur globalité : objectif de croissance économique et de maintien de l'emploi, lutte contre l'étalement urbain, vieillissement de la population, nécessité de revitaliser les centres-bourgs, amélioration de l'accès au logement et renforcement de la mixité fonctionnelle et sociale, transition environnementale, maintien de la qualité de l'air, prise en compte du changement climatique, raréfaction de la ressource en eau, etc. Pour la Communauté d'Agglomération Riom Limagne et Volcans, il s'agit, tout en relevant ces défis, de renouveler les modes de faire de l'aménagement et d'affirmer un positionnement stratégique qui puisse répondre aux besoins des habitants et valoriser le cadre de vie.

Le projet parvient à fédérer également parce qu'il a été construit à partir d'un **fil rouge paysage** garantissant une approche transversale et une démarche sensible à la recherche d'objectifs qualitatifs. Afin de traduire ces objectifs, chaque axe du PADD débute avec une orientation pour le paysage qui s'applique de manière transversale aux quatre autres orientations stratégiques.

TROIS ENJEUX TRANSVERSAUX POUR LE TERRITOIRE

Le changement climatique

Le territoire est particulièrement sensible au changement climatique qui a déjà un impact fort notamment sur l'agriculture, les forêts et l'eau. Face à ces défis, la Communauté d'Agglomération doit s'adapter aux effets du changement climatique et réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les compétences exercées par la Communauté d'Agglomération en font un acteur incontournable de la mise en œuvre de cette lutte, en particulier à travers les stratégies et actions menées dans les domaines de l'énergie, des déplacements et de l'urbanisme. La réponse à ces enjeux climatiques a déjà été travaillée avec l'élaboration du Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET), qui s'est inscrit dans des objectifs correspondant à un scénario de hausse des températures contenue sous les 2°C, avant d'être adopté le 05 novembre 2019.

L'évolution des modes de vie

A l'image de diverses tendances nationales et locales, les modes de vie ont largement évolué sur le territoire de l'agglomération : vieillissement de la population, séparations, décohabitation tardive, habitudes de consommation, distance au lieu de travail, etc. Riom Limagne et Volcans souhaite apporter des réponses à ces enjeux sociétaux en modifiant les modes d'aménagement du territoire. Plusieurs actions ont déjà été mises en œuvre comme le Programme Local de l'Habitat, approuvé le 05 novembre 2019, le moratoire sur le commerce, la programmation d'équipements majeurs.

Par ailleurs, la crise sanitaire liée au coronavirus a entraîné des bouleversements durables dans les modes d'habiter, dans le rapport au travail, dans les pratiques de mobilité, dans le rapport à l'écologie et plus globalement dans les modes de vie de chacun. Le PLUi devra par conséquent prendre en compte ses évolutions, les traduire spatialement et mettre en œuvre des objectifs tout en veillant à organiser un fonctionnement urbain favorisant les interactions et les opportunités.

La notion de bien commun

La Communauté d'Agglomération Riom Limagne et Volcans fait le choix de considérer l'ensemble des paysages produits par les actions humaines (paysages urbains, naturels et agricoles) comme des biens communs. La notion de bien commun est définie à travers trois dimensions essentielles : la présence d'une ressource, sa gestion par une communauté ouverte et le fonctionnement selon des règles transparentes. Ainsi, les paysages sont gérés par la communauté des usagers du territoire en fixant trois règles pour organiser sa gestion : mettre la notion d'intérêt général au préalable des choix d'urbanisme, fixer un objectif de qualité du paysage produit dans tous les projets et évaluer ces projets à travers leurs incidences sur les singularités paysagères. A travers ces règles, le paysage devient un guide pour la mise en œuvre des projets et un support d'évaluation permettant de les apprécier selon des critères fixés collectivement.

TROIS AXES POUR LE PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES

AXE 1

UN TERRITOIRE MOTEUR À L'ÉCHELLE RÉGIONALE VALORISANT SES SINGULARITÉS

A travers ce premier axe du PADD, les élus souhaitent mettre en œuvre un projet de territoire fédérateur pour l'ensemble des communes en valorisant les singularités du territoire. L'objectif est également d'être moteur dans les domaines présentés par les grandes orientations qui suivent et de fixer des ambitions en matière d'attractivité et d'influence du territoire à l'échelle du pôle métropolitain Clermont-Vichy-Auvergne. Le territoire souhaite se montrer prêt à accueillir de grands projets de développement qui se présenteraient sans être connus à ce jour. Enfin, cet axe permet de penser le territoire à une échelle plus vaste, intégrée aux dynamiques plus large que le territoire de l'agglomération.

AXE 2

UNE DÉMARCHE DE PROJET VERTUEUSE ACCOMPAGNANT L'ÉVOLUTION DES MODES DE VIE

Ce deuxième axe du PADD permet de penser l'aménagement du territoire à une échelle locale opérationnelle, celle des quartiers, des rues, des jardins. Il vise à développer un guide opérationnel transversal fixant des critères pour l'insertion qualitative des projets dans leur environnement, l'efficacité foncière, le renforcement de l'armature urbaine et des centres-bourgs et la limitation de l'étalement urbain.

AXE 3

DES ACTIONS TRANSVERSALES PERMETTANT DE FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le troisième axe du PADD s'intéresse au contexte global dans lequel se place le territoire : le changement climatique et ses conséquences directes. Il permet d'énoncer des actions ambitieuses et transversales pour lutter et s'adapter à ce défi. L'objectif est également de parvenir à réaliser la transition écologique tout en prenant en compte les impacts sur la qualité du paysage qu'elle pourra avoir.

AXE 1

UN TERRITOIRE MOTEUR À L'ÉCHELLE RÉGIONALE VALORISANT SES SINGULARITÉS

AXE 1 – UN TERRITOIRE MOTEUR À L'ÉCHELLE RÉGIONALE VALORISANT SES SINGULARITÉS

La Communauté d'Agglomération Riom Limagne et Volcans se singularise par de nombreux aspects dans son contexte géographique et son développement humain.

La réunion d'une telle diversité de paysages sur un même ensemble territorial est unique à l'échelle du Grand Clermont. D'Ouest en Est, le territoire réunit quatre unités paysagères : la Chaîne des Puys, les coteaux et la faille de Limagne, la plaine de Limagne et le val d'Allier. Ces paysages méritent une meilleure reconnaissance et valorisation, notamment en prenant en compte la charpente paysagère dans l'aménagement du territoire

Le territoire est aussi caractérisé par une armature urbaine très diversifiée en comparaison avec les autres intercommunalités du Grand Clermont. La Communauté d'Agglomération est à la fois urbaine, dans le cœur métropolitain (Riom, Mozac et Ménétrol), périurbaine, dans les extensions récentes de l'urbanisation, et rurale, par le fonctionnement entre les communes rurales et les pôles structurants (Volvic, Ennezat et Châtel-Guyon). Cette diversité des polarités qui composent l'armature urbaine doit être valorisée et renforcée à travers des orientations d'aménagement cohérentes.

Le territoire possède des caractéristiques économiques proche de celles de la métropole avec une part importante de main d'œuvre qualifiée et la présence de grandes entreprises participant à des filières d'excellence (Danone, Limagrain, etc.). Le dynamisme économique est bon sur le territoire avec un nombre d'emploi en hausse sur la dernière période et un taux de chômage relativement faible (9,4% en 2015). Face aux défis économiques, sociaux et climatiques, la dynamique économique doit être pérennisée, notamment en diversifiant les secteurs de l'économie locale et en répondant aux besoins fonciers et immobiliers des entreprises.

La vocation touristique de la partie ouest du territoire est reconnue et a été confirmée par l'inscription de la Chaîne des Puys au patrimoine mondial de l'UNESCO en 2018. L'office de tourisme Terra Volcana, les Pays de Volvic propose une offre touristique variée qui s'articule autour de quatre thématiques : le tourisme de nature, le tourisme lié à l'eau, le patrimoine et la culture, avec en particulier le Pays d'art et d'Histoire, et les sites emblématiques de Vulcania et Lemptégy. L'offre touristique est cependant déséquilibrée en défaveur de la Limagne tandis que l'offre d'hébergement est insuffisante sur l'intégralité du territoire. Le territoire doit accompagner le développement harmonieux de nouvelles offres touristiques et le renforcement de l'offre d'hébergement touristique.

Cinq sites Natura 2000, trois espaces naturels sensibles, de nombreuses ZNIEFF et une Réserve Naturelle Régionale permettent de préserver des espaces naturels remarquables et la biodiversité qu'ils abritent. Certains corridors écologiques sont cependant soumis à des contraintes fortes, notamment liées à l'urbanisation. Ces réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques doivent être préservés à travers le renforcement de la trame verte, bleue et noire.

A travers ce premier axe du PADD, les élus souhaitent mettre en œuvre un projet de territoire fédérateur pour l'ensemble des communes en valorisant les singularités du territoire. L'objectif est également d'être moteur dans les domaines présentés par les grandes orientations du PADD et de fixer des ambitions en matière d'attractivité et d'influence du territoire à l'échelle du pôle métropolitain Clermont-Vichy-Auvergne. Le territoire souhaite se montrer prêt à accueillir de grands projets de développement qui se présenteraient sans être connus à ce jour. Enfin, cet axe permet de penser le territoire à une échelle plus vaste, intégrée aux dynamiques supra-territoriales.

Cet axe comprend une orientation paysage (1.0) transversale aux quatre orientations stratégiques (1.1 à 1.4) :

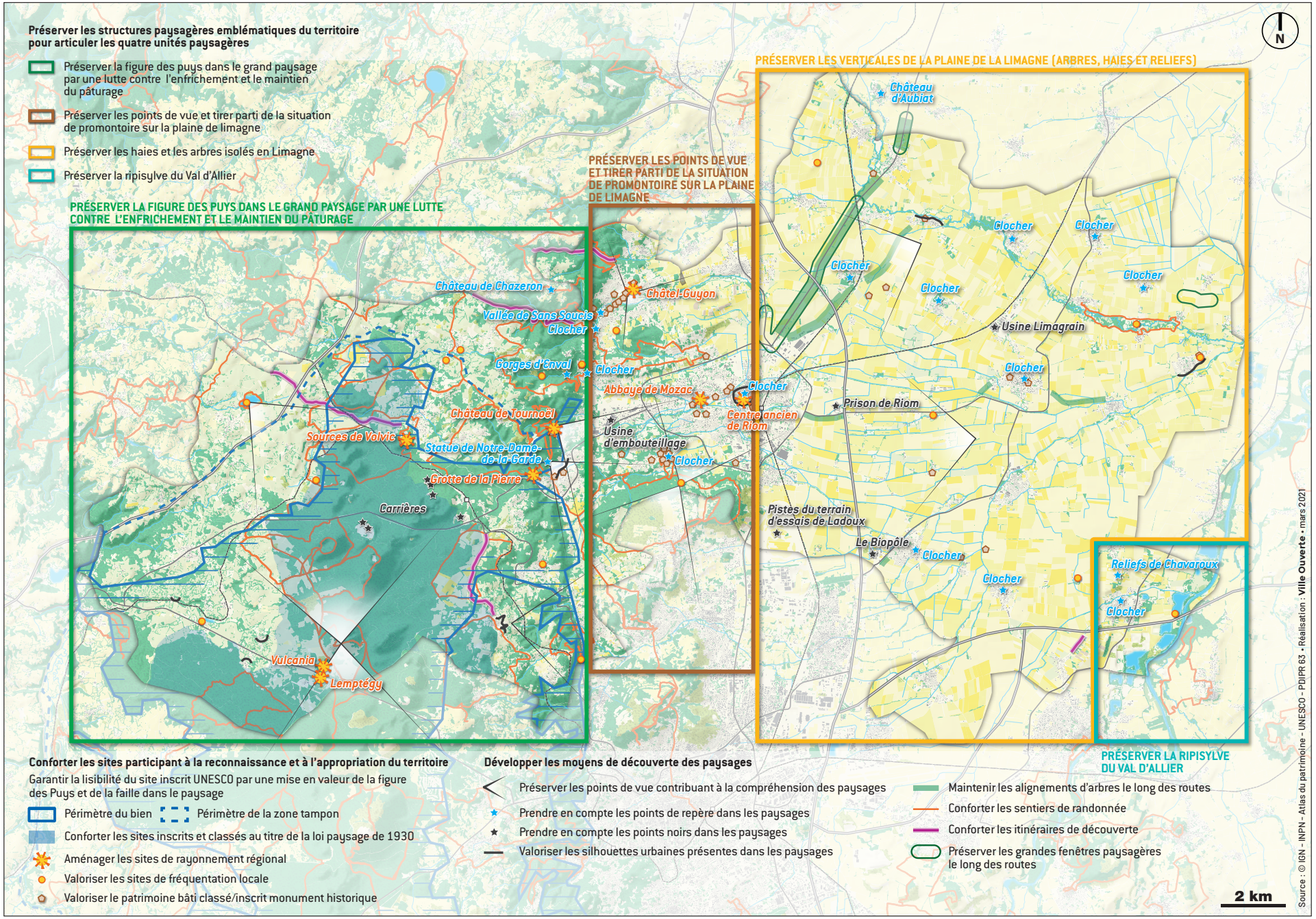
> Orientation 1.0 Faire des paysages uniques les garants de l'image du territoire

> Orientation 1.1 Affirmer un positionnement métropolitain en s'appuyant sur la diversité de l'armature territoriale

> Orientation 1.2 Conforter et diversifier les filières économiques d'excellence

> Orientation 1.3 Valoriser les atouts de la destination touristique Terra Volcana, les Pays de Volvic

> Orientation 1.4 Positionner le territoire comme un espace de nature préservée


Préserver les structures paysagères emblématiques du territoire pour articuler les quatre unités paysagères
Préserver la figure des puys dans le grand paysage par une lutte contre l'enfrichement et le maintien du pâturage
Préserver les points de vue et tirer parti de la situation de promontoire sur la plaine de limagne
Préserver les haies et les arbres isolés en Limagne
Préserver la ripisylve du Val d'Allier
PRÉSERVER LA FIGURE DES PUYS DANS LE GRAND PAYSAGE PAR UNE LUTTE CONTRE L'ENFRICHEMENT ET LE MAINTIEN DU PÂTURAGE
PRÉSERVER LES POINTS DE VUE ET TIRER PARTI DE LA SITUATION DE PROMONTOIRE SUR LA PLAINE DE LIMAGNE
PRÉSERVER LES VERTICALES DE LA PLAINE DE LA LIMAGNE (ARBRES, HAIES ET RELIEFS)
PRÉSERVER LA RIPISYLVE DU VAL D'ALLIER
Château de Chazeron
Vallée de Sans Soucis
Gorges d'Enval
Château de Tournoël
Sources de Volvic
Statue de Notre-Dame-de-la-Garde
Grotte de la Pierre
Carrières
Volcania
Lemptégy
Château de Guyon
Abbaye de Mozac
Usine d'embouteillage
Centre ancien de Riom
Château d'Aubiat
Usine Limagrain
Prison de Riom
Pistes du terrain d'essais de Ladoux
Le Biopôle
Reliefs de Chavaroux
Clocher
N
Conforter les sites participant à la reconnaissance et à l'appropriation du territoire
Garantir la lisibilité du site inscrit UNESCO par une mise en valeur de la figure des Puys et de la faille dans le paysage
Périmètre du bien
Périmètre de la zone tampon
Conforter les sites inscrits et classés au titre de la loi paysage de 1930
Aménager les sites de rayonnement régional
Valoriser les sites de fréquentation locale
Valoriser le patrimoine bâti classé/inscrit monument historique
Développer les moyens de découverte des paysages
Préserver les points de vue contribuant à la compréhension des paysages
Prendre en compte les points de repère dans les paysages
Prendre en compte les points noirs dans les paysages
Valoriser les silhouettes urbaines présentes dans les paysages
Maintenir les alignements d'arbres le long des routes
Conforter les sentiers de randonnée
Conforter les itinéraires de découverte
Préserver les grandes fenêtres paysagères le long des routes
2 km
Source : © IGN - INPN - Atlas du patrimoine - UNESCO - PDIPR 63 • Réalisation : Ville Ouverte • mars 2021

ORIENTATION 1.0 FAIRE DES PAYSAGES UNIQUES LES GARANTS DE L'IMAGE DU TERRITOIRE

Les paysages sont très divers : 4 unités paysagères d'échelon régional coexistent sur le territoire. Cette diversité est à préserver sur le long terme. Ces unités paysagères sont le support d'une valorisation du territoire pour conforter sa singularité dans son bassin métropolitain.

Préserver les structures paysagères emblématiques du territoire

Bien que divers, les paysages du territoire sont composés des mêmes éléments : le domaine de l'eau et le domaine du relief. Ces deux éléments combinés ensemble définissent des structures paysagères, qu'il convient de préserver et de mettre en valeur sur le long terme.

> La vallée de la Morge est marquée, dans le paysage, par sa ripisylve. Il convient de la protéger tout en faisant évoluer le devenir des quelques parcelles de peupleraies.

> Les continuités et ouvertures visuelles est-ouest correspondent aux vallées entaillant la ligne de faille. Il est nécessaire de gérer les boisements des vallées pour veiller à la lecture de cette structure depuis la Limagne.

> Les cours d'eau chenalisés et fossés de Limagne sont présents dans le paysage au travers de ripisylves les bordant. Il convient de maintenir, renforcer, voire replanter des ripisylves en Limagne.

> Les traversées urbaines des cours d'eau mériteraient d'être mieux identifiées en les débusant et en les renaturant. Ces opérations participent au cadre de vie des habitants et des usagers.

> Les cols présentent un caractère de basculement qui mérite d'être mieux identifié mettant en œuvre des projets de qualification dans le paysage.

> Les puys et le front forestier doivent ensemble garantir la mise en scène de l'alignement des puys dans le grand paysage en gérant mieux le front forestier. Afin de garantir la lisibilité des puys, il est nécessaire de déboiser les sommets, mais également de maintenir le front forestier au pied des puys.

> Les reliefs d'agglomération et de la Limagne doivent leur expression à un contraste avec l'alignement des Puys et la faille de Limagne en arrière-plan. Pour cela, il convient de maintenir ou de renforcer leur caractère ouvert.

> Les reliefs structurants à l'échelle de l'unité paysagère sont à préserver de l'urbanisation.

> L'escarpement de la faille et son boisement doit sa lecture à sa juste proportion entre espace ouvert et espace fermé. Si le boisement met en valeur la ligne de faille, il est nécessaire de veiller à ce qu'il ne descende pas sur le coteau. La viticulture et l'arboriculture doivent y être renforcées.

Les promontoires situés sur les coteaux offrent des ouvertures et points de vue sur la Limagne. Les identifier pour les protéger du développement urbain ou de la progression de la forêt est donc nécessaire.

> Les structures arborées (haies, arbres isolés) en contexte de Limagne doivent être strictement protégées, car elles garantissent des verticales dans un paysage horizontal.

Garantir la lisibilité du site inscrit UNESCO par une mise en valeur de la figure des Puys et de la faille dans le paysage

Le site inscrit UNESCO garantit la reconnaissance, à l'échelle internationale, du territoire. Il engage toutefois la responsabilité des acteurs locaux dans la préservation et la mise en valeur de ce site unique. En lien avec le dossier de gestion, il convient de :

> renforcer les qualités paysagères du bien en résorbant les points noirs (carrières), en soulignant et dégageant les grands édifices géologiques remarquables (actions d'ouverture du paysage au profit de la lisibilité des puys) et en dégageant les marqueurs identitaires du périmètre,

> maîtriser l'occupation et l'utilisation des sols dans une optique de préservation de la Valeur Universelle Exceptionnelle en offrant une urbanisation respectueuse des vues, des sentiers de randonnées et des qualités du site.

Les paysages construits et non construits doivent répondre à l'exigence de qualité induite par l'inscription Unesco. Aussi il convient de :

> maintenir et développer des activités agricoles et sylvicoles pérennes respectueuses des paysages en accompagnant l'exploitation durable des forêts et l'élevage sur le site.

Développer les moyens de découverte des paysages

> Les paysages se découvrent au travers de moyens très variés : points de vue, points de repères, sentiers de randonnées, itinéraires de découverte, grandes fenêtres sur les paysages depuis les axes routiers etc. Ces éléments doivent être préservés et confortés dans le développement du territoire.

> Les points de vue aménagés sont à gérer pour conserver les vues. Les points de vue contribuant à la compréhension des paysages sont à interroger au cas par cas. De nouveaux points de vue sont développés.

> Les points de repères sont à appréhender dans leur capacité à être lisibles dans le paysage. Pour beaucoup, il convient de préserver ces conditions pour les pérenniser sur le long terme. Pour d'autres, ils correspondent à des points noirs pour les paysages et il sera nécessaire d'accompagner ces points de repères dans une meilleure intégration paysagère.

> La qualité des aménagements routiers doit traduire le paysage traversé. Aussi, les alignements d'arbres de Limagne sont protégés. Les grandes fenêtres sur le paysage sont préservées de tout développement urbain. Les abords des itinéraires de découverte sont à aménager dans un souci de respect du lien avec le socle géographique (glissières de sécurité massives et sombres, abords de route gravillonnée, etc. à éviter).

> Enfin, la prolongation de la coulée verte de l'Ambène à la plaine de Limagne est une opportunité pour le maillage des paysages : elle permettra de connecter la chaîne des Puys au Val d'Allier dans une lecture des 4 unités paysagère composant le territoire.

> Des outils numériques (réalité augmentée) destinés à prolonger l'expérience des habitants et des touristes pourront être envisagés.

Valoriser les sites

> Les sites inscrits et classés au titre de la loi paysage de 1930 sont préservés dans leur forme, car ils contribuent à la compréhension et à la découverte du paysage.

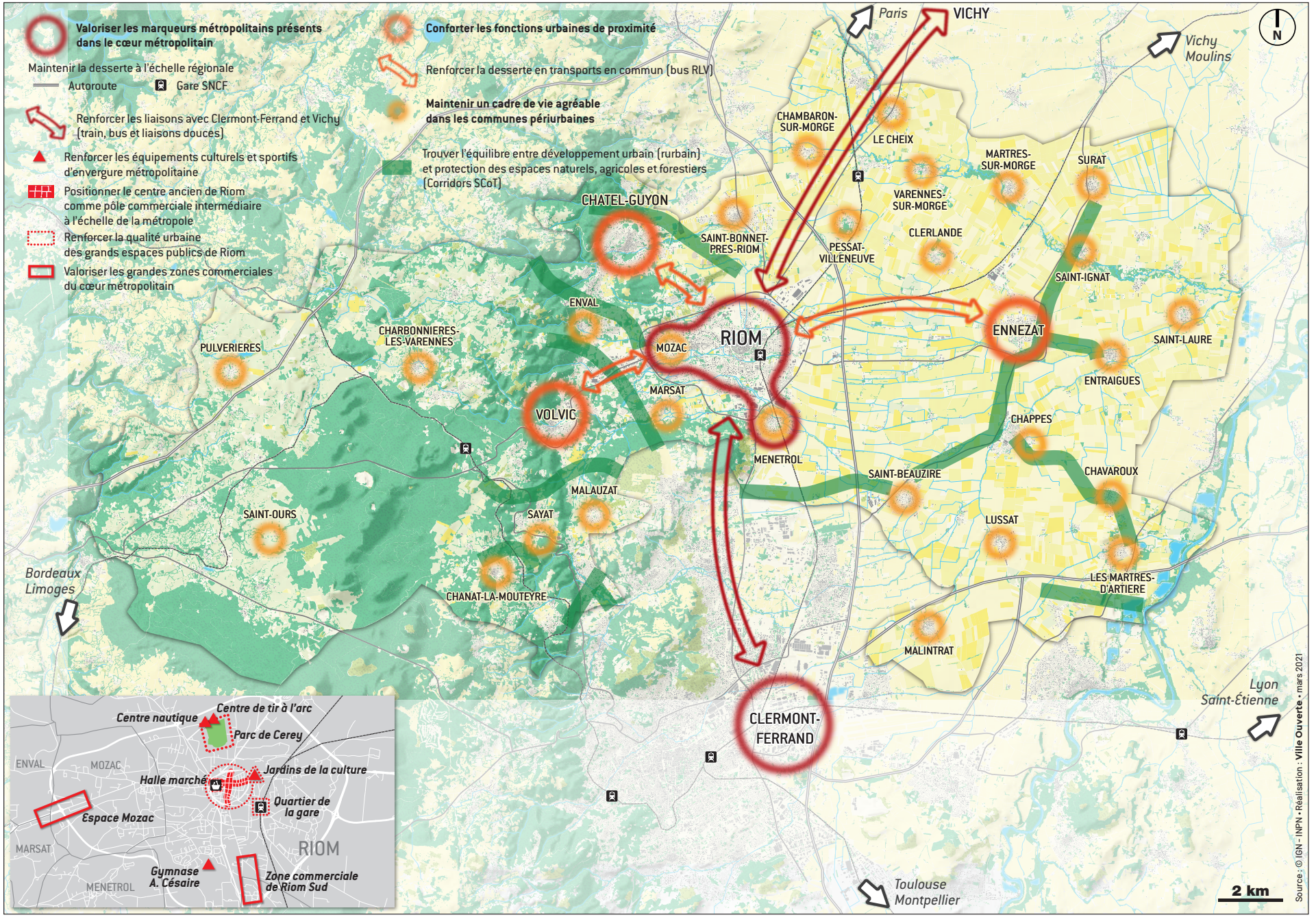
> Les sites de rayonnement régional sont mis en valeur au travers de principes de qualité paysagère. Ils participent à la définition d'une image de marque et de qualité du territoire.

> Les sites de fréquentation locale correspondent à des lieux appropriés et appréciés par les habitants aux usages divers. Leur valorisation doit répondre à l'équilibre entre aménagement et confidentialité des lieux.



Vue la chaîne des Puys, depuis la plaine de Limagne - Saint-Ignat

ORIENTATION 1.1 : AFFIRMER UN POSITIONNEMENT MÉTROPOLITAIN EN S'APPUYANT SUR LA DIVERSITÉ DE L'ARMATURE TERRITORIALE



ORIENTATION 1.1 AFFIRMER UN POSITIONNEMENT MÉTROPOLITAIN EN S'APPUYANT SUR LA DIVERSITÉ DE L'ARMATURE TERRITORIALE

Le territoire regroupe les trois strates définies par le Schéma de Cohérence Territoriale du Grand Clermont : cœur métropolitain, pôles de vie et communes péri-urbaines. En cohérence avec le Programme Local de l'Habitat, Châtel-Guyon est défini comme un pôle structurant. Cette variété de contextes territoriaux est une richesse pour le territoire, autant que les systèmes d'interdépendances qui les relient. La Communauté d'Agglomération Riom Limagne et Volcans souhaite valoriser un positionnement basé sur ces interdépendances. Cette orientation vise à conforter la structure en archipel en offrant des services et équipements adaptés à chaque niveau de polarité : cœur métropolitain, pôles structurants et communes périurbaines.

Valoriser et développer les marqueurs métropolitains dans le cœur métropolitain

Les communes de Riom, Mozac et Ménétrol constituent le cœur métropolitain du territoire et concentrent plusieurs types de marqueurs à valoriser :

- La présence de l'autoroute et de la gare SNCF assurent au territoire une excellente desserte régionale. La gare en particulier positionne Riom comme une porte d'entrée nord de la métropole. Cette bonne desserte doit être confortée. Les liaisons avec Clermont-Ferrand et Vichy (train, bus et liaisons douces) doivent être renforcées afin de maintenir ce positionnement.

- Les jardins de la culture, le centre nautique, le centre de tir à l'arc et le golf sont des équipements culturels et sportifs d'envergure métropolitaine. Ils doivent être considérés comme des atouts dans la politique d'attractivité à valoriser et à développer. Ils se positionnent en complémentarité avec l'offre disponible à Clermont-Ferrand. La labellisation « Terre de jeu 2024 » obtenue en 2019 renforce cette exigence d'équipements sportifs d'envergure.

- Le centre ancien de Riom, ses caractéristiques historiques, urbaines et commerciales participent à la qualité urbaine du territoire et doivent être renforcés. Le programme Action Cœur de Ville doit permettre de redynamiser ce quartier essentiel pour le positionnement du territoire, notamment en ce qui concerne le volet commercial. La possibilité de piétonisation partielle du centre-ville pourrait renforcer cette qualité urbaine du centre-ville.

- La qualité urbaine des grands espaces publics de Riom doit être renforcée. Le quartier de la gare est ciblé comme point de départ à partir duquel le lien avec le centre ancien et les jardins de la culture devra être travaillé. Des solutions innovantes pourront être développées : développement de parkings-relais, création de tiers lieu, réinvestissement de friches urbaines, projets architecturaux originaux pour renouveler l'image, développement de la trame verte et bleue à travers des parcs urbains, et notamment le Pré Madame, et la végétalisation des boulevards.

- Les grandes zones commerciales du cœur métropolitain, Espace Mozac et Riom sud, sont également essentielles pour l'attractivité du territoire. Leur requalification doit cependant être mise en œuvre afin de les valoriser en tant que secteurs stratégiques.

- Mozac et Ménétrol, malgré leur classement en pôle métropolitain, doivent être renforcés dans leurs rôles de centre-bourg assurant des fonctions urbaines de proximité.

Conforter les interdépendances organisant les relations entre les pôles structurant et les communes périurbaines

Volvic, Ennezat et Châtel-Guyon sont les pôles identifiés comme structurants pour les bassins de vie avec lesquels ils fonctionnent. Afin de renforcer ce positionnement et leur rôle de centres-bourgs, les fonctions urbaines de proximité qu'ils proposent doivent être confortées :

- Les services et équipements publics scolaires, administratifs, sportifs, culturels et médicaux présents dans les trois pôles structurants constituent une offre de proximité qui structure les bassins de vie. Elle doit être confortée pour limiter les déplacements des habitants et pour renforcer l'animation dans les pôles structurants en lien avec les relais des villages périurbains.

- La réalisation d'un collège à Ennezat permettra d'accueillir les élèves de Limagne et de renforcer ce pôle de vie.

- Les commerces de proximité jouent un rôle essentiel dans l'animation des bassins de vie. Les commerces existants doivent être soutenus pour assurer leur maintien. L'accueil de nouveaux commerces de proximité doit être favorisé.

- Le développement économique, touristique et thermal de Châtel-Guyon, porte d'entrée du Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne, assure à l'agglomération un statut particulier de territoire de pleine santé et de loisirs tout au long de l'année.

- Les espaces publics des pôles structurants doivent être repensés afin de créer des places de village agréables et animées favorisant la fréquentation des centres-bourgs. La création de halles de marché, la végétalisation de l'espace public, la création de voies cyclables peuvent participer à cette redynamisation.

- Le réseau de transport en commun RLV Mobilités doit être renforcé en termes de fréquence. Les arrêts de bus et les points de rabattement pour le transport à la demande doivent avoir une localisation stratégique à proximité des places de village.

Afin de maintenir un cadre de vie agréable, les communes périurbaines du territoire doivent parvenir à trouver l'équilibre entre développement urbain (rurbain) à leur échelle et protection des espaces naturels, agricoles et forestiers. Afin de remplir cet objectif, quatre dimensions pourront être travaillées :

- Les limites de l'enveloppe urbaine doivent être définies afin de préserver les espaces naturels, agricoles et forestiers qui se situent à proximité et de manière à conforter la silhouette de village comme marqueur identitaire.

- La densification du tissu urbain existant doit être maîtrisée afin de conserver des formes urbaines caractéristiques de l'habitat de village. Les projets originaux sur Riom et les autres communes du territoire doivent tenir compte du contexte patrimonial dans lequel ils s'inscrivent.

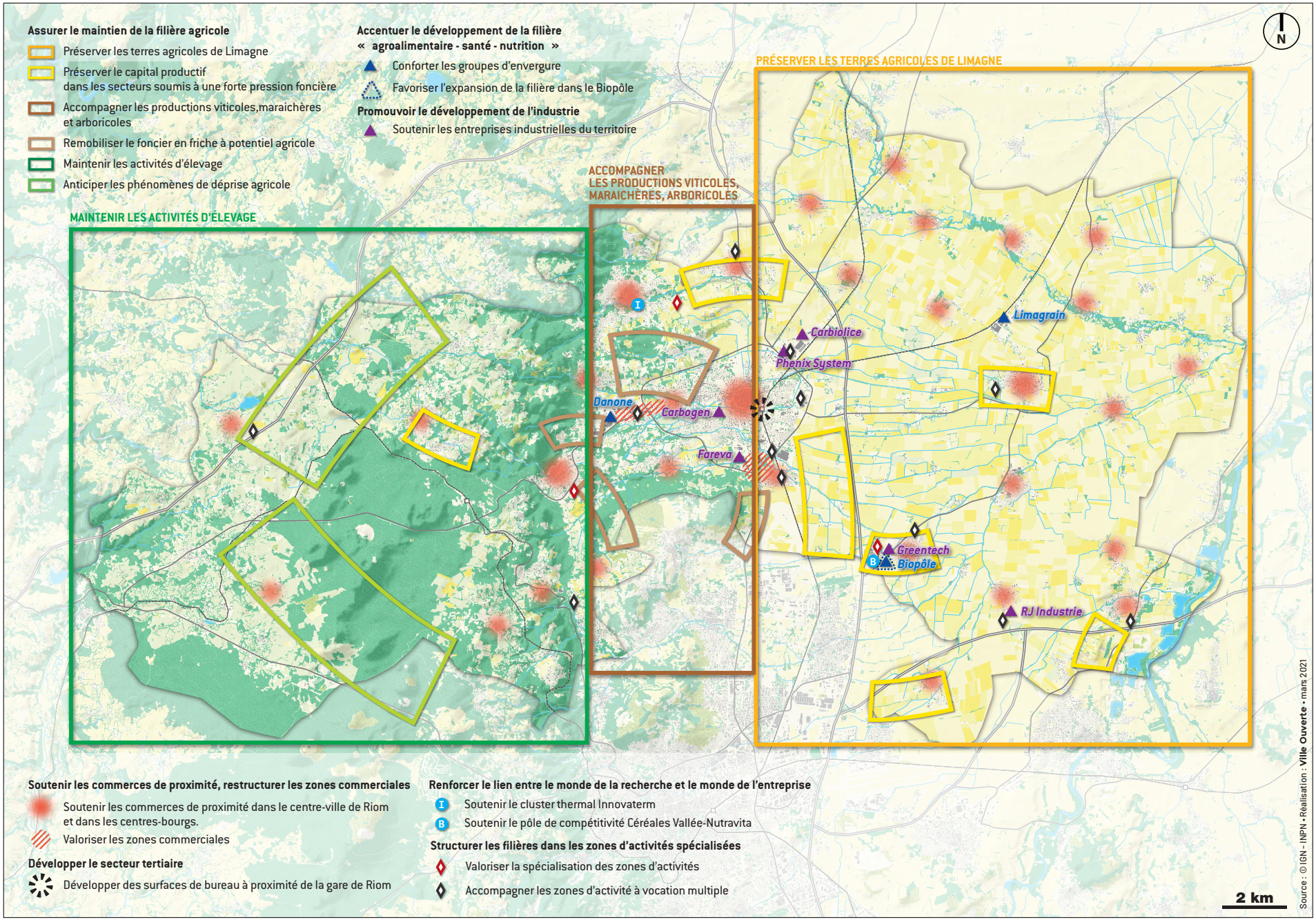
- Outre le patrimoine classé et inscrit, le petit patrimoine, vernaculaire et architectural, reste le marqueur de la singularité et de l'histoire de ces communes et doit être protégé et valorisé : églises, pigeonniers, croix, demeures bourgeoises, châteaux, maisons traditionnelles.

- Les éléments d'animation présents dans ces communes tels que les commerces ou les équipements doivent être maintenus.


Entrée de ferme - Cellule - Chambaron sur Morge © Pah de Riom


Médiathèque des Jardins de la Culture - Riom © Atelier Photos Riomois

ORIENTATION 1.2 : CONFORTER ET DIVERSIFIER LES FILIÈRES ÉCONOMIQUES D'EXCELLENCE



ORIENTATION 1.2 CONFORTER ET DIVERSIFIER LES FILIÈRES ÉCONOMIQUES D'EXCELLENCE

Le territoire se caractérise par la présence de plusieurs filières économiques d'excellence qui participent à son attractivité. Afin de pérenniser cette bonne dynamique économique, la structuration des activités existantes doit être renforcée avec une offre foncière adaptée, qui permettra également de diversifier l'économie vers d'autres secteurs. De plus, une attention particulière devra être portée au maillage très haut débit des zones d'activité, en utilisant les technologies complémentaires (fibre, 4G, satellite, hertzien à vue).

Assurer le maintien et le développement des filières agricoles

Les filières agricoles jouent un rôle central et primordial dans l'économie du territoire. Toutes ses dimensions doivent être promues et accompagnées :

> Les terres agricoles de Limagne présentent une qualité exceptionnelle qui offre l'opportunité de cultures à haute valeur ajoutée. Ces terres doivent être préservées en tant que capital productif pour maintenir la filière économique d'excellence. Une stratégie foncière agricole doit être mise en place pour limiter l'artificialisation, l'étalement urbain et le mitage de ces espaces agricoles. Dans cette optique, le développement de l'agriculture de précision par le déploiement des réseaux sans fil bas débit longue portée est nécessaire.

> Les productions viticoles, maraîchères, arboricoles doivent également être accompagnées en favorisant l'accès au foncier et en remobilisant les friches situées sur les coteaux, en cohérence avec la proximité des villages existants. Ces productions sont porteuses d'emploi, permettent d'améliorer l'auto-approvisionnement alimentaire du territoire et façonnent les paysages. Le développement des circuits courts doit également être accompagné afin d'augmenter leur valeur ajoutée. Pour cela, le projet de la Communauté d'Agglomération s'inscrit en cohérence avec le Programme Alimentaire Territorial du Grand Clermont qui prévoit l'augmentation des surfaces dédiées au maraîchage.

> L'élevage doit aussi être maintenu en préservant le foncier agricole. Alors que ce métier connait un manque d'attractivité, la filière est pourtant essentielle à la constitution de paysages de prairies et de bocages. Les phénomènes de déprise doivent donc être anticipés et les espaces à vocation agricoles doivent être confirmés.

Conforter le développement des filières agroalimentaire, santé, nutrition, biotechnologies

Les filières agroalimentaire, santé, nutrition, biotechnologies jouent un rôle important dans l'image du territoire et dans son dynamisme économique. Leur développement doit être accentué :

> Les groupes d'envergure (Société des Eaux de Volvic, Limagrain), le pôle de compétitivité Céréales Vallée-Nutravita et le pôle national de recherche et de développement agroalimentaire, le Biopôle, doivent être confortés. Le Biopôle joue un rôle stratégique dans le positionnement du territoire à l'échelle de la région Auvergne Rhône-Alpes, il constitue le pendant de Grenoble pour la filière des biotechnologies.

> L'expansion de ces filières dans plusieurs domaines (qualité des aliments, santé, nutrition humaine et biotechnologies) doit être favorisée à travers la mise à disposition du foncier suffisant à son développement, notamment dans le parc de développement stratégique du Biopôle.

Poursuivre le développement de l'industrie

En 2015, 20% des emplois situés sur RLV sont industriels. Ce secteur relativement important sur le territoire doit être promu, notamment par la présence de grandes entreprises et le renforcement du rôle du Parc d'Activités d'Intérêt Régional (PAIR).

Les entreprises industrielles doivent être soutenues dans toutes les filières : l'industrie pharmaceutique (FAREVA), le secteur des biotechnologies (Carbogen, Greentech, Carbiolice), l'industrie mécanique (Phénix System, RJ Industrie). Le programme Territoires d'Industrie dont bénéficie l'agglomération doit permettre d'accompagner la dynamique industrielle en lien avec Vichy.

> L'accueil d'entreprises d'autres filières doit également être assuré par la présence d'un foncier suffisant, notamment dans ou à proximité des secteurs dédiés existants ou à créer pour les activités artisanales et industrielles.

Soutenir les commerces de proximité, restructurer les zones commerciales

La Communauté d'Agglomération souhaite mettre en place une stratégie commerciale globale :

> Les commerces de proximité doivent être soutenus dans le centre-ville de Riom comme dans tous les centres-bourgs. Pour cela, une politique foncière de rachat de locaux commerciaux par les collectivités devra être mise en place. Les actions transversales de revitalisation de ces centres-bourgs, sur les espaces publics et le stationnement, notamment, participeront également au renforcement ou à la création des commerces de proximité.

> Proposer des points d'accès Wifi Hotspots sur certains lieux de la collectivité, en propre, ou en partenariat avec les communes, afin de faciliter l'usage du numérique.

> La Communauté d'Agglomération souhaite également restructurer et requalifier les zones commerciales existantes afin de les valoriser, principalement en améliorant leur intégration paysagère et leur accessibilité.

Permettre le développement d'un secteur tertiaire de niveau métropolitain

Le secteur tertiaire recouvre un vaste champ d'activités. Dans ce large panel, certaines d'entre elles présentent des enjeux importants pour le territoire tels que les services aux entreprises, télécommunications, informatique, assurance, conseil et logistique, etc.

> La mise à disposition de locaux en centre-ville à proximité de la gare ou dans les centres-bourgs les plus importants et la conversion de friches permettra d'accueillir ce type d'activité. La pépinière d'entreprise de Volvic est un site pilote pour ce type de développement.

> Favoriser l'implantation de sociétés en mesure de travailler à distance, au travers par exemple d'Espace Numérique de Territoire.

Renforcer le lien entre le monde de la recherche et le monde de l'entreprise

Afin d'encourager l'excellence des entreprises et des filières locales, le territoire souhaite favoriser les relations entre le monde de la recherche et le monde de l'entreprise :

> Les plateformes d'échanges entre le monde de la recherche et l'industrie telles que les clusters, les pôles de compétitivité et les incubateurs d'entreprises, doivent être soutenus et développés.

> Les initiatives de toutes les entreprises (PME, PMI et créateurs d'entreprises) doivent être soutenues afin d'accompagner l'innovation, la recherche et le développement.

Structurer les filières dans les zones d'activités spécialisées

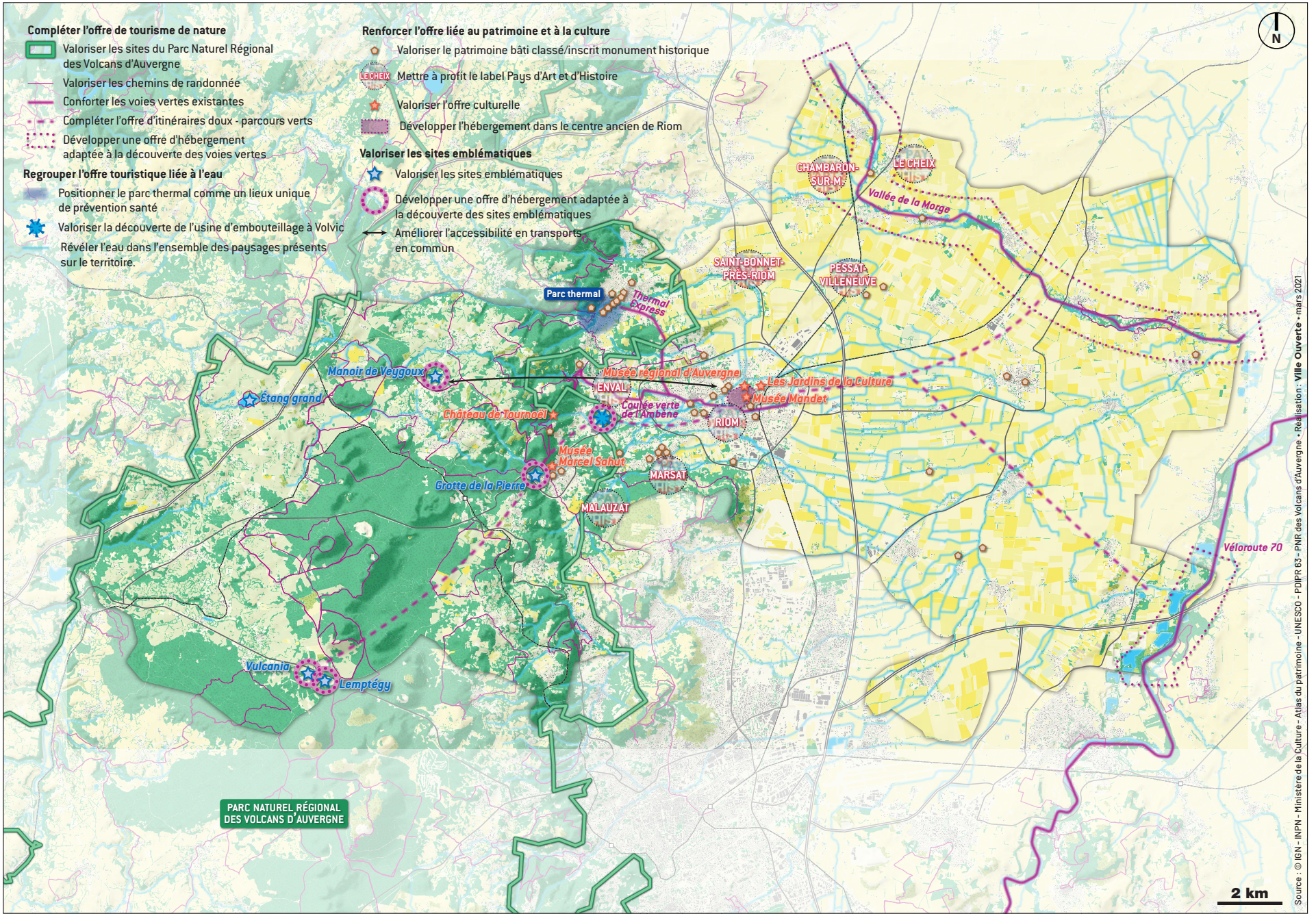
Les filières économiques doivent être structurées dans des zones d'activités spécialisées en vue de répondre aux besoins des entreprises en termes de foncier et d'immobilier :

> Le territoire compte cinq zones d'activités spécialisées à valoriser : d'une part les ZAE de nature industrielles : le Biopôle à Saint-Beauzire dans la filière des biotechnologies, l'Écoparc à Châtel-Guyon pour la filière de l'innovation environnementale et durable, le parc d'activités de Champloup à Volvic pour la filière santé - agroalimentaire ; et d'autre part les deux zones commerciales de Riom Sud et de l'Espace Mozac.



Usine d'embouteillage - Volvic

ORIENTATION 1.3 : VALORISER LES ATOUTS DE LA DESTINATION TOURISTIQUE TERRA VOLCANA, LES PAYS DE VOLVIC



ORIENTATION 1.3 VALORISER LES ATOUTS DE LA DESTINATION TOURISTIQUE TERRA VOLCANA, LES PAYS DE VOLVIC

La vocation touristique de la partie ouest du territoire est ancienne. L'office de tourisme Terra Volcana porte l'ambition de créer une destination unique en commun avec la Limagne afin de renforcer l'image de marque du territoire à l'échelle nationale, voire internationale tout en capitalisant sur la labellisation UNESCO. L'objectif est de valoriser les expériences et les ambiances.

Valoriser les composantes naturelles et paysagères du territoire par le tourisme de nature

Le tourisme de nature regroupe de nombreuses activités : randonnée pédestre, à vélo, à cheval, promenade, contemplation du paysage, activités et évènements sportifs (Trail du Vulcain, Volvic Volcanic Expérience, Roc du Diable, Cross de Volvic), etc. Cette offre existante doit être maintenue et complétée :

- L'aménagement des chemins de randonnée, des points de vue et l'amélioration de la qualité des paysages en général doit permettre de valoriser cette offre historique.
- Le label « Pôle d'excellence des activités de Pleine Nature » obtenu pour le site du Goulet doit être mis en avant pour renforcer son attractivité.
- L'offre existante d'itinéraires doux doit être confortée avec la coulée verte de l'Ambène, entre Enval et Riom, et la Thermal Express, entre Châtel-Guyon et Riom.
- L'offre pourra être complétée vers l'Est, en renforçant les liens avec le Val d'Allier et la Vallée de la Morge, mais également pour assurer les jonctions entre Est et Ouest du territoire. La Véloroute 70 située le long du Val d'Allier et passant sur la commune des Martres-d'Artière pourra être reliée depuis Riom par la création de voies cyclables, de voies dédiées ou partagées avec les usages agricoles ou de proximité. La Vallée de la Morge pourra aussi être reliée de cette façon.

Regrouper l'offre touristique liée à l'eau

Le tourisme lié à l'eau au sens large regroupe une variété d'offres touristiques : le thermalisme à Châtel-Guyon, le tourisme industriel avec l'usine d'embouteillage et les sources de Volvic, la valorisation des cours d'eau dans le paysage. Le regroupement de cette offre permet d'améliorer sa lisibilité auprès des visiteurs.

- Innovatherm a pour objectif le repositionnement des stations thermales d'Auvergne Rhône-Alpes comme des lieux uniques de prévention santé dans un cadre de collaboration entre les entreprises thermales, les laboratoires et le monde de la recherche. La présence de ce pôle d'excellence est une opportunité pour le développement des thermes de Châtel-Guyon.
- La ville de Volvic constitue une véritable plus-value pour le tourisme lié à l'eau avec la présence de l'usine d'embouteillage et du site du Goulet.
- Le développement de l'offre touristique liée à l'eau sera également favorisé par une attention à la qualité des paysages aquatiques. Pour cela, l'eau doit être révélée dans l'ensemble des paysages présents sur le territoire. Les sites touristiques existants tels que les gorges d'Enval, les bords de Morge et d'Allier, les différentes sources et le patrimoine lié à l'eau devront être valorisés.

Renforcer l'offre liée au patrimoine et à la culture

Le territoire compte un patrimoine et une offre culturelle riches qui doivent être confortés. Le territoire est reconnu pour sa richesse patrimoniale grâce notamment à trois sites patrimoniaux remarquables situés sur les communes de Riom, Mozac et Châtel-Guyon. Le patrimoine bâti est important avec dix communes labellisées Pays d'Art et d'Histoire, les nombreux châteaux (Tournoël, Portebéraud, etc.), les monuments historiques et les églises remarquables. L'offre culturelle participe également de cette richesse : les musées labellisés Musées de France (musée Mandet, musée Marcel Sahut, musée régional d'Auvergne), les savoirs faire gastronomique et les savoirs faire artisanaux tels que la sculpture de pierre de Volvic. Plusieurs évènements culturels (Accès soirs ou Éclats de Fête à Riom, Vol'zic à Volvic, Jazz aux Sources à Châtel-Guyon) animent le territoire. Cette offre doit être renforcée :

- Au-delà des protections au titre des monuments historiques, le territoire compte de nombreux éléments patrimoniaux vernaculaires (églises, maisons ou demeures traditionnelles, pigeonnier, croix, etc.) qui participent de la qualité paysagère du territoire. Ces éléments devront être protégés et valorisés.
- Afin d'améliorer l'accès au territoire et à l'offre patrimoniale et culturelle du centre ancien de Riom, le développement d'une offre d'hébergement tels que des hôtels, des meublés touristiques doit être encouragée en centre-ville.
- Conforter les associations et animations de culture traditionnelle présentes sur le territoire pour asseoir son rayonnement.
- Les valeurs paysagères portées par le patrimoine des villes de Châtel-Guyon et de Riom doivent être préservées. Ces deux centralités offrent un potentiel touristique lié à leur paysage urbain caractérisé par les inscriptions du centre ancien de Riom, et des cinq sites de Châtel-Guyon.

Valoriser les sites emblématiques

La Communauté d'Agglomération compte plusieurs sites emblématiques à valoriser : Parc d'exploration Vulcania, Volcan de Lemptégy, la Grotte de la Pierre, l'espace information des Eaux de Volvic, le Manoir de Veygoux, l'Abbaye de Mozac et les trois sites clunisiens (Marsat, Mozac et Volvic), ainsi que des pôles patrimoniaux tels que le centre-ville de Riom, Ennezat ou Châtel-Guyon.

> L'accès à ces sites doit être amélioré, notamment en transports en commun ou en modes doux.

> L'intégration paysagère doit également être renforcée à travers la maîtrise de la publicité, notamment.

> Une offre d'hébergement adaptée à la découverte des sites emblématiques pourra également être développée, de type gites ruraux, chambres d'hôtes, campings ou hébergements insolites.

Compléter l'offre d'infrastructures touristiques

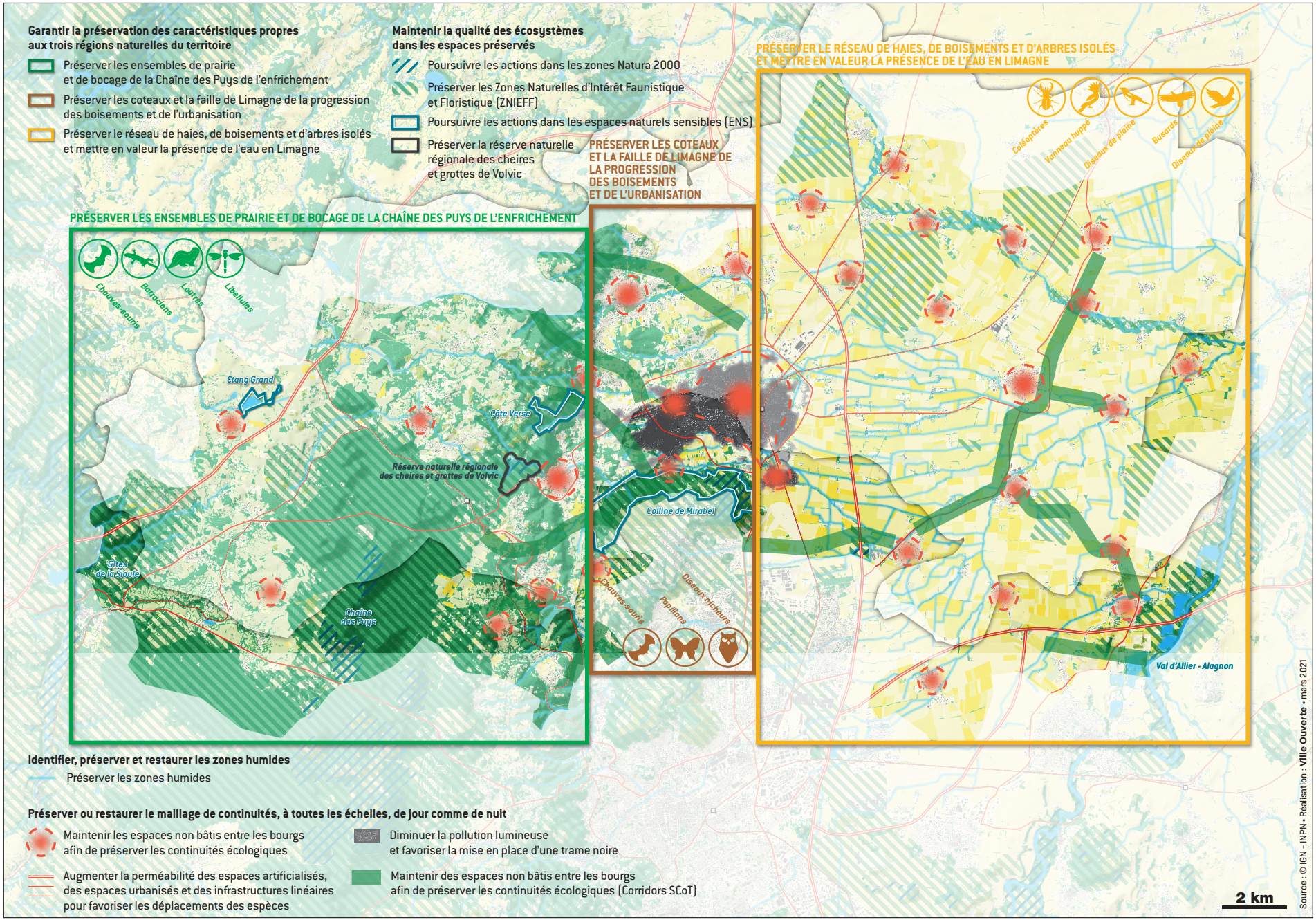
De manière générale, les infrastructures touristiques doivent être développées pour fidéliser les visiteurs sur le territoire et allonger la durée des séjours :

> L'offre d'hébergement doit être renforcée et diversifiée en termes de localisation (dans le centre-ville de Riom, dans le parc naturel régional, le long des voies vertes ou en Limagne) et en termes de typologie (hôtel, meublés touristiques, gites ruraux, chambres d'hôtes). La réhabilitation à vocation touristique de bâtis en centre-bourg est une opportunité à saisir pour développer l'offre.



Parc thermal - Chatel-Guyon

ORIENTATION 1.4 : POSITIONNER LE TERRITOIRE COMME UN ESPACE DE NATURE PRÉSERVÉE



ORIENTATION 1.4 POSITIONNER LE TERRITOIRE COMME UN ESPACE DE NATURE PRÉSERVÉE

Les socles physiques du territoire ont permis le développement de milieux naturels variés et d'une biodiversité riche. Cette richesse est reconnue par la présence de nombreux espaces de protection ou d'inventaire. Elle est présente sur l'ensemble du territoire grâce à un maillage de supports de biodiversité variés : arbres et haies, cours d'eau et zones humides, espaces boisés et espaces ouverts de type prairies. Ces espaces fonctionnent en systèmes structurés par des trames : les trames vertes (végétales), bleues (aquatiques) et noires (nocturnes), constituées de réservoirs et de corridors écologiques permettant le déplacement des espèces et se déclinant à toutes les échelles. Ces systèmes doivent être préservés.

Garantir la préservation des caractéristiques propres aux trois régions naturelles du territoire

Le territoire comprend trois grands types d'espaces naturels dont les spécificités doivent être maintenues par la protection d'éléments emblématiques :

- La Chaîne des Puys est caractérisée par ses reliefs marqués et l'alternance d'espaces boisés, de prairies et d'espaces bocagers. Les ensembles de prairie et de bocage sont des milieux riches qui doivent être protégés de l'enfrichement.

- Les coteaux et la faille de Limagne se distinguent par un relief abrupt et une végétation en alternance entre boisements et cultures maraîchères ou viticoles. Du fait de la progression des boisements et de l'urbanisation, les zones de cultures connaissent un fort recul.

- La Limagne et le Val d'Allier se caractérisent par des espaces ouverts et un réseau hydrographique dense. La qualité écologique globale de la Limagne est dégradée. Le déploiement d'un réseau plus dense de haies, de boisements et d'arbres isolés et la mise en valeur de la présence de l'eau et les pratiques de cultures peuvent participer au regain de qualité globale.

- Les filières agricoles et sylvicoles jouent un grand rôle dans la préservation des écosystèmes. Ainsi, accompagner des porteurs de projets agricoles et mettre en place des pratiques tendant à disparaitre (pâturage, vignes, vergers, etc.) sont des moyens pour maintenir la diversité écologique du territoire.

- Les modes de développement de l'urbanisation ont également un impact fort sur la préservation des espaces naturels. Une stratégie foncière à l'échelle de Riom Limagne et Volcans permettra de limiter l'étalement urbain et le mitage de ces espaces naturels.

Maintenir la qualité des écosystèmes dans les espaces préservés

De nombreux espaces sont protégés ou inventoriés sur le territoire du fait de la présence d'écosystèmes de qualité : zones Natura 2000, réserve naturelle régionale, espaces naturels sensibles (ENS) du département, zones naturelles d'intérêt faunistique et floristique (ZNIEFF). Il convient de maintenir la qualité de ces écosystèmes qui constituent des réservoirs de biodiversité.

- Le dispositif européen Natura 2000 prévoit d'empêcher la détérioration des habitats naturels afin de favoriser les espèces présentes sur les sites identifiés. Le territoire s'engage à poursuivre les actions dans les zones Natura 2000 en mettant en œuvre les documents d'objectifs.

- Les Zones Naturelles d'Intérêt Faunistique et Floristique (ZNIEFF) identifient des secteurs présentant de fortes capacités biologiques qui doivent être préservées de tout aménagement urbain ou extension de l'urbanisation.

- Le territoire compte trois espaces naturels sensibles. Les actions menées conjointement avec le département à travers les plans de gestion doivent être confortées : maîtrise foncière, gestion du pâturage, restauration de la zone humide, aménagements pour l'ouverture au public pour la colline de Mirabel ; entretien du sentier, des infrastructures et restauration du patrimoine naturel autour de l'Étang Grand à Pulvérières ; entretien de la forêt et des sentiers de randonnée de la Côte Verse, etc.

- La réserve naturelle régionale des cheires et grottes de Volvic doit également être préservée car elle comprend le plus important gîte d'hibernation de chauves-souris d'Auvergne, notamment en renforçant la naturalité du site avec le vieillissement des boisements et en conciliant la préservation du patrimoine naturel avec la fréquentation touristique et de loisirs.

Identifier, préserver et restaurer les zones humides

Les milieux humides ont largement été modifiés, perturbés voire détruits par les activités humaines alors qu'ils remplissent des fonctions de régulation de l'hydrologie, d'épuration, de zone d'expansion des crues, de maintien de la biodiversité et de régulation des gaz à effet de serre. Les zones humides doivent donc être identifiées, préservées voire restaurées.

- Des investigations complémentaires de caractérisation des zones humides doivent être réalisées pour tout projet menaçant de détruire ou de détériorer le fonctionnement d'une zone potentielle, en particulier dans les zones humides identifiées par les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Allier Aval et Sioule.

- Les zones humides avérées doivent être préservées de toute urbanisation, notamment afin de garantir la présence en eau sur le territoire en cas de sécheresses estivales. Les parcours de l'eau qui assurent leur alimentation doivent être maintenus.

Préserver ou restaurer le maillage de continuités, à toutes les échelles, de jour comme de nuit

Les réservoirs de biodiversité sont reliés entre eux par des corridors écologiques qui assurent les possibilités de se déplacer pour les espèces. A l'échelle du territoire, les principaux corridors suivent le réseau hydrographique. Ce maillage principal est complété par des espaces de nature (trame verte) ponctuels localisées en zone rurale mais aussi en zone urbaine (nature en ville).

> Les fonctionnalités écologiques des principaux cours d'eau et leurs abords - zone humides et ripisylves - doivent être renforcées comme supports de la trame bleue. Des actions sur la préservation des abords, la qualité de l'eau et sur la renaturation des cours d'eau et des berges peuvent participer à cet objectif. Des emplacements réservés pourront être créés le long des cours d'eau pour assurer la réalisation de ces actions.

> L'urbanisation linéaire entraine des coupures des corridors écologiques. Il est donc nécessaire de maintenir des espaces non bâtis entre les bourgs afin de préserver les continuités écologiques. L'espace des coteaux est particulièrement sensible à cette problématique : la pression de l'urbanisation y est forte alors que les besoins de continuité est-ouest y sont importants. Les coupures vertes entre les bourgs devront être préservées. Aucune construction, même agricole ne devra venir fermer ces corridors.

> Les espaces artificialisés, les espaces urbanisés et les infrastructures linéaires constituent des obstacles pour de nombreuses espèces. Leur perméabilité pourra être augmentée grâce à des aménagements adaptés : réalisation de zones de franchissement des infrastructures et maillage de nature en ville.

> Ainsi, l'offre en matière de parcs et espaces verts urbains sera confortée en requalifiant les parcs existants, en développant le réseau de jardins potagers et en créant des espaces de respiration dans les secteurs les plus urbanisés.

> La mise en place d'une trame noire participe à la préservation du maillage écologique du territoire en diminuant la pollution lumineuse qui perturbe de nombreuses espèces dans leurs déplacements. Les espaces et éléments naturels doivent être préservés au maximum de l'éclairage nocturne. A l'intérieur des espaces urbanisés, une démarche d'éclairage mesuré, là où c'est nécessaire, quand c'est nécessaire, doit être mise en place sur les espaces privés comme publics.



Étang Grand - Pulvérières

AXE 2

UNE DÉMARCHE DE PROJET VERTUEUSE ACCOMPAGNANT L'ÉVOLUTION DES MODES DE VIE

AXE 2 – UNE DÉMARCHE DE PROJET VERTUEUSE ACCOMPAGNANT L'ÉVOLUTION DES MODES DE VIE

A l'image de nombreux territoires à l'échelle nationale, Riom Limagne et Volcans a connu un développement urbain marqué par le phénomène de périurbanisation : la création de nouvelles zones urbaines résidentielles ou d'activités en périphérie des villes et des villages. En moyenne, 43 hectares d'espaces naturels et agricoles ont été urbanisés chaque année depuis 10 ans à l'échelle de la Communauté d'Agglomération.

Alors que les noyaux urbains historiques ont été construits en lien avec leur environnement géographique et paysager, le développement récent a produit des quartiers en perte de cohérence avec ce contexte paysager. Le domaine de l'eau, le domaine du relief et le domaine végétal doivent être à nouveau pris en compte dans les projets afin de redonner de la cohérence au paysage urbain.

La production récente de logement s'est majoritairement localisée en périphérie des villes et des villages. Ce mode de développement a déstructuré l'armature urbaine dans son fonctionnement. Les taux de vacance de logements sont plus importants dans les centres que dans les périphéries. Le PLUi devra traduire les objectifs du Programme Local de l'Habitat en termes de répartition de la production de logements tout en priorisant le renouvellement du tissu urbain existant.

Par ailleurs, le parc de logements de la Communauté d'Agglomération est relativement standardisé : il compte 64% de propriétaires occupants et 76% de maisons en 2015. Ces chiffres interrogent la capacité du territoire à accueillir des publics tels que les jeunes, les personnes âgées, les gens du voyage. Le projet doit favoriser le renouvellement de l'offre de logements pour proposer des typologies variées ainsi que la mutation des quartiers résidentiels existants.

Le phénomène de périurbanisation s'est également concrétisé par la construction de zones commerciales de périphérie au détriment des centres anciens qui ont perdu de nombreux commerces. L'enjeu est aujourd'hui non seulement de stopper cet étalement urbain mais également de développer une politique transversale de redynamisation des centres-bourgs, notamment en développant une stratégie de soutien aux commerces de proximité.

Du fait du bon dynamisme économique du territoire, les zones d'activités comptent peu de foncier disponible à court terme. L'amélioration de l'accessibilité et de l'intégration paysagère de ces zones d'activités ainsi que l'optimisation d'un foncier parfois peu dense constituent une occasion pour accompagner leur montée en gamme. Des opportunités de réinvestissement de foncier délaissé, de type friches industrielles et commerciales, offrent également des possibilités de développement à l'intérieur du tissu urbain.

Ce deuxième axe du PADD permet de penser l'aménagement du territoire à une échelle locale opérationnelle, celle des quartiers, des rues, des jardins. Il vise à développer un guide opérationnel transversal fixant des critères pour l'insertion qualitative des projets dans leur environnement, l'efficacité foncière, le renforcement de l'armature urbaine et des centres-bourgs et la limitation de l'étalement urbain.

Cet axe comprend une orientation paysage (2.0) transversale aux quatre orientations stratégiques (2.1 à 2.4) :

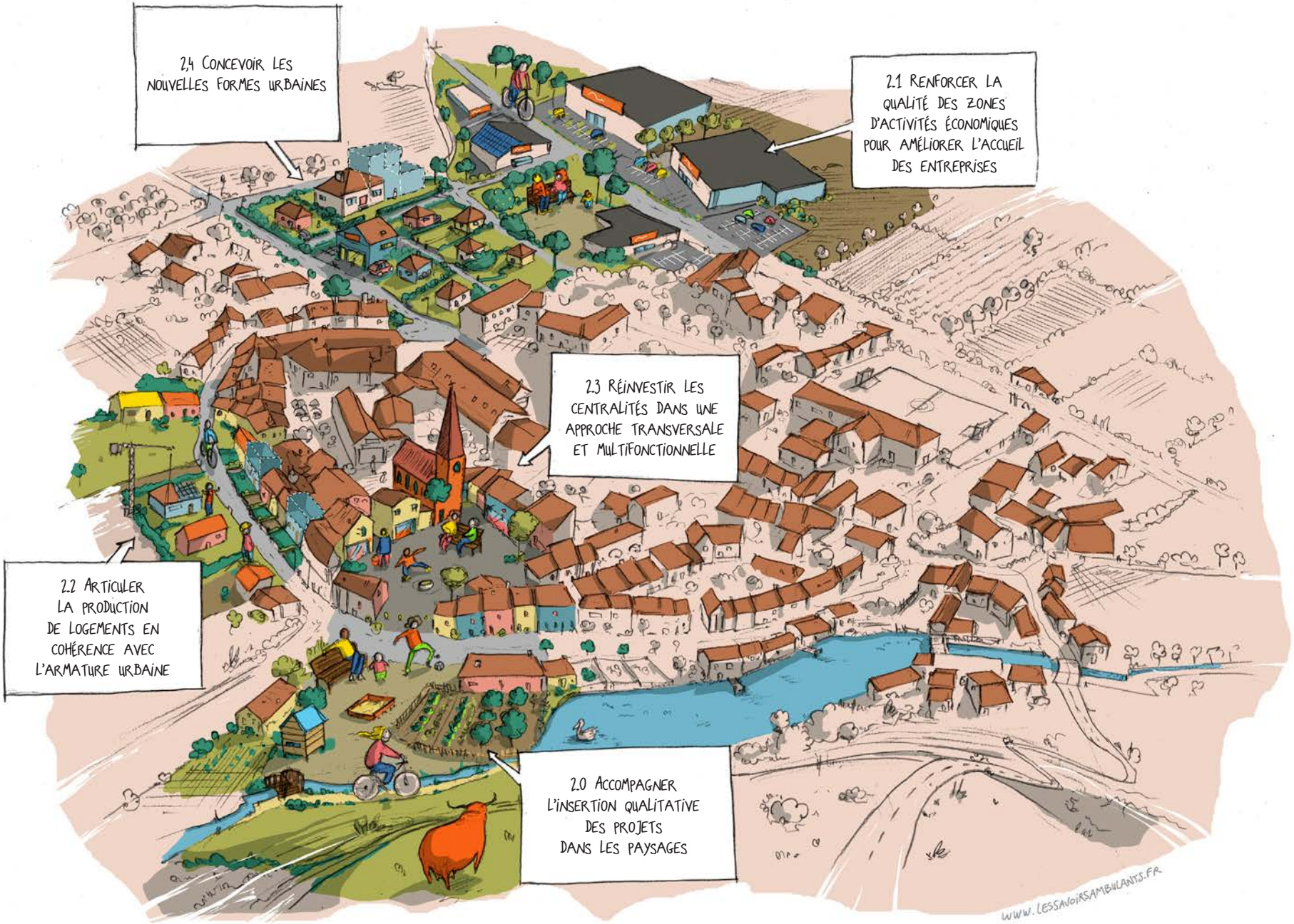
> Orientation 2.0 Accompagner l'insertion qualitative des projets dans les paysages

> Orientation 2.1 Renforcer la qualité des zones d'activités économiques pour améliorer l'accueil des entreprises

> Orientation 2.2 Articuler la production de logements en cohérence avec l'armature urbaine

> Orientation 2.3 Réinvestir les centres-villes et les centres-bourgs

> Orientation 2.4 Concevoir les nouvelles formes urbaines


2,4 Concevoir les nouvelles formes urbaines
2.1 Renforcer la qualité des zones d'activités économiques pour améliorer l'accueil des entreprises
2.3 Réinvestir les centralités dans une approche transversale et multifonctionnelle
2.2 Articuler la production de logements en cohérence avec l'armature urbaine
2.0 Accompagner l'insertion qualitative des projets dans les paysages
www.lessavoirsambulants.fr

ORIENTATION 2.0 ACCOMPAGNER L'INSERTION QUALITATIVE DES PROJETS DANS LES PAYSAGES

Depuis les années 1970, les paysages subissent une pression urbaine. En omettant la typicité du territoire, elle engendre une standardisation des paysages : extensions urbaines, zones économiques, lotissements qui s'avancent sur le domaine agricole, etc. Prenant conscience de ce problème, la Communauté d'Agglomération souhaite accompagner l'insertion qualitative des projets.

Intégrer le socle géographique et paysager aux futurs projets pour mesurer leurs impacts

Les paysages du territoire sont composés du domaine de l'eau et du domaine du relief. Préserver les paysages, c'est tenir compte de ces deux domaines dans l'aménagement du territoire. Ainsi que le suggère la charte du Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne et le SCOT du Grand Clermont, il s'agit de tenir compte des caractéristiques paysagères des lieux d'implantation du projet pour mesurer et minimiser les impacts des projets sur le paysage.

> Du point de vue de l'urbanisation, l'étude de ces deux domaines doit permettre de préciser les caractéristiques paysagères du site d'implantation des lieux urbanisés dans sa relation à la géographie, à la topographie et au paysage : bourg en balcon, bourg en articulation et bourg en piémont. Il s'agit de contribuer à une urbanisation plus respectueuse des paysages et des vues ; d'une part, en identifiant les sites les moins visibles, les moins impactant, et d'autre part, en offrant les conditions d'une meilleure relation avec la géographie et le paysage (hauteur, gabarit, volume, parcellaire, etc.). Par l'étude systématique des domaines de l'eau et du relief, avant toute création de zones d'extensions, l'urbanisation doit faire corps avec le socle géographique et le paysage.

> C'est aussi à ce titre que les reliefs d'agglomération et les reliefs structurants à l'échelle de l'unité paysagère sont préservés du développement urbain, ainsi que les silhouettes urbaines dans le paysage.

Trouver un juste équilibre entre végétalisation des espaces bâtis et densification

La densification des espaces bâtis existants est un objectif devant tendre vers un urbanisme plus vertueux. Malgré tout, il est nécessaire de chercher un juste équilibre entre végétalisation et densification. Cette végétalisation (préservée ou créée) a une double fonction : elle doit être le support de connexions biologiques, mais également elle est la source d'usages récréatifs. Plusieurs attitudes sont possibles en fonction des contextes :

> Préserver les espaces verts intra-urbains : parcs, jardins, potagers, alignements d'arbres, etc. Ils contribuent à la définition des qualités d'ambiance et biologique du bourg. Ils offrent des lieux rafraîchissant en cas de fortes chaleurs en luttant contre le phénomène d'îlot de chaleur urbain. Les zones d'activités et les zones de stationnements devront également être végétalisées pour limiter ce phénomène.

> Maîtriser la densification parcellaire dans les quartiers pavillonnaires pour maintenir des espaces verts. Il s'agit de préserver la qualité d'espaces libres individuels, tout en permettant la densification du tissu urbain.

> Imposer un minimum d'espaces libres et végétalisés pour toute nouvelle construction. Ces espaces de pleine terre doivent contribuer à amenuiser les impacts du changement climatique, et offrir des aménités au bourg.

> Maintenir les coupures vertes entre les parties urbanisées du territoire. Elles garantissent la lecture des bourgs et évitent tout effet de conurbation.

> Tenir compte des contextes topographiques, paysagers et architecturaux en amont des projets de densification afin de garantir un équilibre et une bonne intégration des projets.

Travailler la création de franges urbaines multifonctionnelles délimitant l'urbanisation

Souvent, les franges entre paysage urbain et paysage agricole sont abruptes, elles se résument à une haie et ne créent pas de lien. A l'image des couronnes vertes des villages, il s'agit de qualifier la transition entre espaces urbains et espaces agricoles et naturels par une frange non construite mais dont l'aménagement répond à quatre objectifs :

> créer des usages à destination des habitants en envisageant leur multifonctionnalité : espace public, production maraîchère, espace vert de proximité, liaisons douces, espaces sportifs ou de loisirs etc.

> gérer les conflits de voisinage entre activités agricoles et quartiers résidentiels.

> favoriser la propagation de la trame verte et bleue vers le tissu urbain en maintenant la biodiversité, en gérant les eaux pluviales, etc.

> aménager un cadre paysager et naturel autour du bourg, le mettant en valeur.

Requalifier les paysages dégradés

Par ailleurs, l'urbanisation des paysages du territoire se traduit par des figures standardisées, comme :

> les Zones d'Activités Économiques qui présentent souvent des paysages dégradés. Il convient de les requalifier pour faire ré-émerger le socle géographique (place de l'eau, désimperméabilisation), apporter de la végétation, travailler à une mutualisation et une évolution des usages (parking), mieux gérer la publicité, créer des noues paysagères etc.

> les entrées de ville distendues qui ne marquent plus de limite entre paysage agricole et urbain. Il est nécessaire de mettre en place un processus de reconquête urbain afin d'impulser une meilleure cohérence urbaine, au travers de séquences aménagées.

ORIENTATION 2.1 RENFORCER LA QUALITÉ DES ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES POUR AMÉLIORER L'ACCUEIL DES ENTREPRISES

Dans un contexte économique très concurrentiel, le territoire souhaite se différencier en favorisant la montée en gamme des zones d'activités économiques et commerciales existantes. La création de nouvelles zones d'activités pourra être ciblée dans certains secteurs et devra également répondre aux objectifs de qualité.

Optimiser et recycler le foncier économique existant

Afin de limiter et rationnaliser la consommation d'espace à destination d'activités économiques, le foncier existant doit être optimisé avant toute ouverture à l'urbanisation :

- Les dents creuses doivent être comblées en priorité et les locaux inoccupés réutilisés.
- Les friches industrielles ou commerciales doivent également être réhabilitées et réutilisées en priorité.

Améliorer la qualité globale des zones d'activités

Afin de renforcer l'attractivité du territoire pour les entreprises, le territoire cherche à favoriser la montée en gamme des zones d'activités économiques en améliorant leur qualité globale à travers des partis d'aménagement globaux. Des orientations d'aménagement et de programmation spécifiques pourront être établies pour chacune des zones d'activités afin d'atteindre ces objectifs :

- Des objectifs de qualité paysagère des espaces publics ou privés sont fixés à travers un traitement paysager et une requalification architecturale, notamment en bordure d'axes routiers ou ferroviaires.
- La lisibilité des zones pourra être améliorée grâce à une hiérarchisation des espaces et à la mise en place d'éléments de signalétique. La publicité pourra également être mieux maîtrisée.
- Les aires de covoiturages, la desserte en transports en commun, la présence de liaisons douces permettront de renforcer leur accessibilité et de limiter le recours à la voiture individuelle pour les trajets domicile – travail.
- Les impacts sur l'environnement doivent être pris en compte grâce à la mise en place de mesures sur la gestion des eaux pluviales, la gestion des déchets, les consommations d'énergie. La mise en place de davantage de surfaces perméables doit permettre d'améliorer la gestion des eaux pluviales.
- Dans une logique d'optimisation du foncier économique, la mutualisation des espaces de stationnement doit être favorisée. La désimperméabilisation des espaces de stationnement est encouragée.
- Le développement de services annexes permettra de mieux répondre à la demande des entreprises et de favoriser la multifonctionnalité et donc l'animation de ces zones : service de crèche, restaurant, conciergerie, etc.



Avenue Jean Jaurès - Zone d'activités - Mozac

- Le raccordement au réseau très haut débit est indispensable pour l'accueil d'entreprises.

Limiter la création de nouvelles surfaces commerciales

- La Communauté d'Agglomération se positionne pour la préservation des commerces de proximité et met donc en place une stratégie commerciale d'ensemble.
- Afin de mettre en œuvre le moratoire voté par le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération, aucune création ou extension de zones commerciales de périphérie n'est prévue sur le territoire sans un nouveau diagnostic qui viendrait justifier une remise en question de ce moratoire.
- La qualité des deux zones commerciales existantes, Riom Sud et Espace Mozac, doit être améliorée, en particulier en ce qui concerne leur insertion paysagère, la desserte en transports en commun, la circulation routière et la présence de liaisons piétonnes et cyclables.

Maîtriser la création de nouvelles surfaces d'activités en périphérie

- Afin de maîtriser la consommation d'espace à destination de zones d'activités économiques, seules certaines zones d'activités stratégiques ou d'intérêt communautaire auront la possibilité de prévoir des extensions. De plus, des créations de nouvelles zones pourront être envisagées dans le cadre d'un développement à moyen / long terme du territoire.
- L'équipement du parc de développement stratégique Biopôle en Limagne sera facilité par la Communauté d'Agglomération. Le Biopôle en Limagne doit pouvoir poursuivre son développement dans le secteur des biotechnologies.

- Les autres zones d'activités sont classées selon leur rayonnement et leur accessibilité

- Sept zones d'activités sont considérées comme des espaces économiques à rayonnement communautaire.

- Cinq zones sont des secteurs économiques à potentiel de développement. Ces zones de taille moyenne doivent permettre de rééquilibrer l'emploi et de tendre vers une meilleure répartition des richesses entre les communes. Elles doivent être renforcées en requalifiant prioritairement l'existant et en prévoyant une gestion économe du foncier pour les extensions prévues.

- Sept zones d'activités sont considérées comme des zones de proximité. Elles ont vocation à accueillir des entreprises artisanales de proximité. Leur requalification et le renouvellement urbain de certains secteurs sont encouragés.

- Les autres activités artisanales, industrielles et tertiaires dispersées dans le tissu urbain ou isolées pourront être maintenues mais ne pourront occasionner des extensions de l'urbanisation que sur des surfaces limitées dans la limite des surfaces d'extension prévues au SCoT (99.7ha de potentiel d'urbanisation au 30 mars 2021).

- L'agglomération s'engage à diminuer la consommation foncière et à fixer des objectifs d'efficacité foncière pour les espaces à vocation économique. Sur la période 2009-2017, 90ha ont été urbanisés pour une vocation économique et 22ha pour une vocation mixte soit une moyenne de 12.4 ha par an. Dans le PLUI, les surfaces dédiées à l'urbanisation à vocation économique seront limitées à 99.7ha au maximum pour la période 2022 – 2032 soit 9 ha/an.

Tableau de classement des zones d'activités

Nom	Surface de la zone (ha)	Surface urbanisée (ha)	Taux de remplissage (%)	Commune	Catégorie
Biopôle Clermont-Limagne	71	36	51	Saint-Beauzire	Parc de développement stratégique
EcoParc	17,6	9,33	53	Châtel-Guyon	Espace économique à rayonnement communautaire
Les Champiaux	8,9	8,9	100	Ennezat	
L'Ormeau	6,9	2,6	37	Lussat	
Les Charmes	10,1	7,5	74	Ménétrol	
Les Portes de Riom	33,8	30,8	91	Riom	
PEER	71,6	69,1	96	Riom	
Parc de Champloup	18,1	15,2	84	Volvic	
Pierre Boulanger	11,1	7,4	66	Les Martres d'Artière	Secteur économique à potentiel de développement
Le Maréchat	21,6	15,9	74	Riom	
Le Peiroux	4,6	0	0	Mozac	
Zone Agri-développement	6	0	0	Pulvérières	
L'Ambène	17,6	17,6	100	Riom	
Layat	26,3	25,3	96	Riom	Zone de proximité
La Varenne	11,9	10,5	88	Riom	
Champ-Garay	8,5	2	23	Saint-Beauzire	
Le Grand Chirol	5	4,7	96	Saint-Bonnet	
La Côte Saint-Vincent	15,2	15,2	100	Sayat	
Le Pommier	10,6	10,6	100	Sayat	
ZA de Champloup	3,4	2,6	76	Volvic	

Objectifs SCoT

	ENVELOPPE SCOT 2011	CONSOMMÉE 2011-2020	POTENTIEL RESTANT
TOTAL	139,5 ha	39,8	99,7 ha

ORIENTATION 2.2 ARTICULER LA PRODUCTION DE LOGEMENTS EN COHÉRENCE AVEC L'ARMATURE URBAINE

Le projet de territoire s'inscrit en compatibilité avec les orientations du Programme Local de l'Habitat, document stratégique et opérationnel qui décline la stratégie habitat de la Communauté d'Agglomération. Il a pour objectif de proposer une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements et d'hébergement sur le territoire de l'intercommunalité, en favorisant la mixité sociale entre les communes et les quartiers.

Fixer un objectif de développement résidentiel ambitieux

> Le territoire se fixe un objectif démographique de poursuite de la dynamique passée, soit un taux de croissance annuel moyen de 0,86% qui permettra d'atteindre une population d'environ 76 000 habitants en 2032. Pour atteindre cet objectif et répondre aux besoins générés par l'accueil de nouveaux habitants et par le phénomène de desserrement des ménages, les besoins en nouveaux logements s'élèvent à 440 logements en moyenne par an jusqu'en 2032 répartis selon le schéma page suivante.

> Cet objectif vise à équilibrer le rapport entre le cœur métropolitain et les pôles de vie d'une part et les communes périurbaines d'autre part, en limitant la part produite par les communes périurbaines à 50%, soit 220 logements par an maximum. Ce rééquilibrage se fait en cohérence avec les services urbains de transports, de commerces, et d'équipements publics.

> Il s'inscrit dans une ambition forte de reconquête des centres villes et des centres bourgs en prévoyant que, parmi ces 440 logements produits en moyenne chaque année, 40 soient issus du parc de logements vacants et 120 soient issus d'opérations de renouvellement urbain (réhabilitations, démolitions reconstructions, reconquête de friches).

> Il renforce l'effort en matière de production locative sociale en prévoyant que, parmi ces 440 logements produits en moyenne chaque année, 90 soient des logements sociaux. Les communes assujetties à la loi SRU (Mozac, Riom, Châtel-Guyon, Volvic) devront respecter les obligations en matière de logement social définies dans le Programme Local de l'Habitat, en fonction des réglementations en vigueur et du calendrier fixé par l'État.

Améliorer l'efficacité foncière dans les secteurs stratégiques

> Un objectif d'amélioration de l'efficacité foncière est fixé dans les secteurs stratégiques que sont les centres bourgs et le cœur métropolitain à travers la requalification du parc existant, l'optimisation des dents creuses et le renouvellement urbain. Cette stratégie d'intensification urbaine s'appuie sur le réseau de transport en commun.

> La mise en œuvre d'un Programme d'Intérêt Général communautaire et d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Renouvellement Urbain multi-sites (centres anciens de Châtel Guyon, Enval, Mozac, Riom et Volvic) permettront d'accompagner les propriétaires privés dans la réhabilitation de leurs logements. Ces deux programmes doivent permettre d'adapter les logements au vieillissement ou au handicap, de lutter contre l'indignité et l'insalubrité, d'améliorer l'efficacité énergétique, et de favoriser la remise sur le marché de logements vacants.

> Les abords des gares du territoire sont identifiés comme des secteurs stratégiques où l'efficacité foncière sera particulièrement recherchée afin de développer l'habitat et les activités à proximité des transports en commun.

> Les projets de renouvellement urbain sont encouragés dans les secteurs stratégiques centraux : dédensification d'îlots, requalification de friches, opération de démolition reconstruction.

> La priorisation des constructions dans les dents creuses du tissu urbain doit également participer à l'amélioration de l'efficacité foncière.

Renforcer la mixité sociale et générationnelle

> Afin d'adapter le parc de logements aux évolutions démographiques et sociétales, les produits d'habitat doivent être diversifiés pour tous les types de publics et toutes les générations. L'émergence d'un parc de logements diversifié permettra de faciliter les parcours résidentiels des habitants et nouveaux arrivants.

> Afin de pallier la standardisation du parc de logements et de favoriser la réalisation de parcours résidentiels fluides, le parc de logements doit être diversifié en termes de statut d'occupation (logement social, accession abordable à la propriété) mais aussi en termes de taille (T1 au T3), de types (maisons ou appartements) et de prix.

> Afin d'offrir des réponses à tous les jeunes en matière de parcours résidentiel, la collectivité souhaite accompagner le développement d'offres nouvelles, en recherchant des solutions dans le parc privé existant (colocation, sous location, logements touristiques, etc.) et en incitant au développement d'une offre de petits logements dans le parc social et privé.

> Le maintien des personnes âgées ou handicapées à domicile sera amélioré par l'adaptation et l'évolutivité des logements tant dans le parc social que dans le parc privé. Une offre nouvelle pourra également être développée en incluant une part de logements adaptés dans chaque opération en avec la réalisation d'habitat dédié ou de résidences intergénérationnelles.

> Pour répondre aux besoins en logement des plus précaires, la collectivité s'engage à proposer des solutions diversifiées améliorant le chaînage entre l'hébergement et le logement pérenne, telles que le développement du parc social, l'offre de logements d'urgence ou l'intermédiation locative.

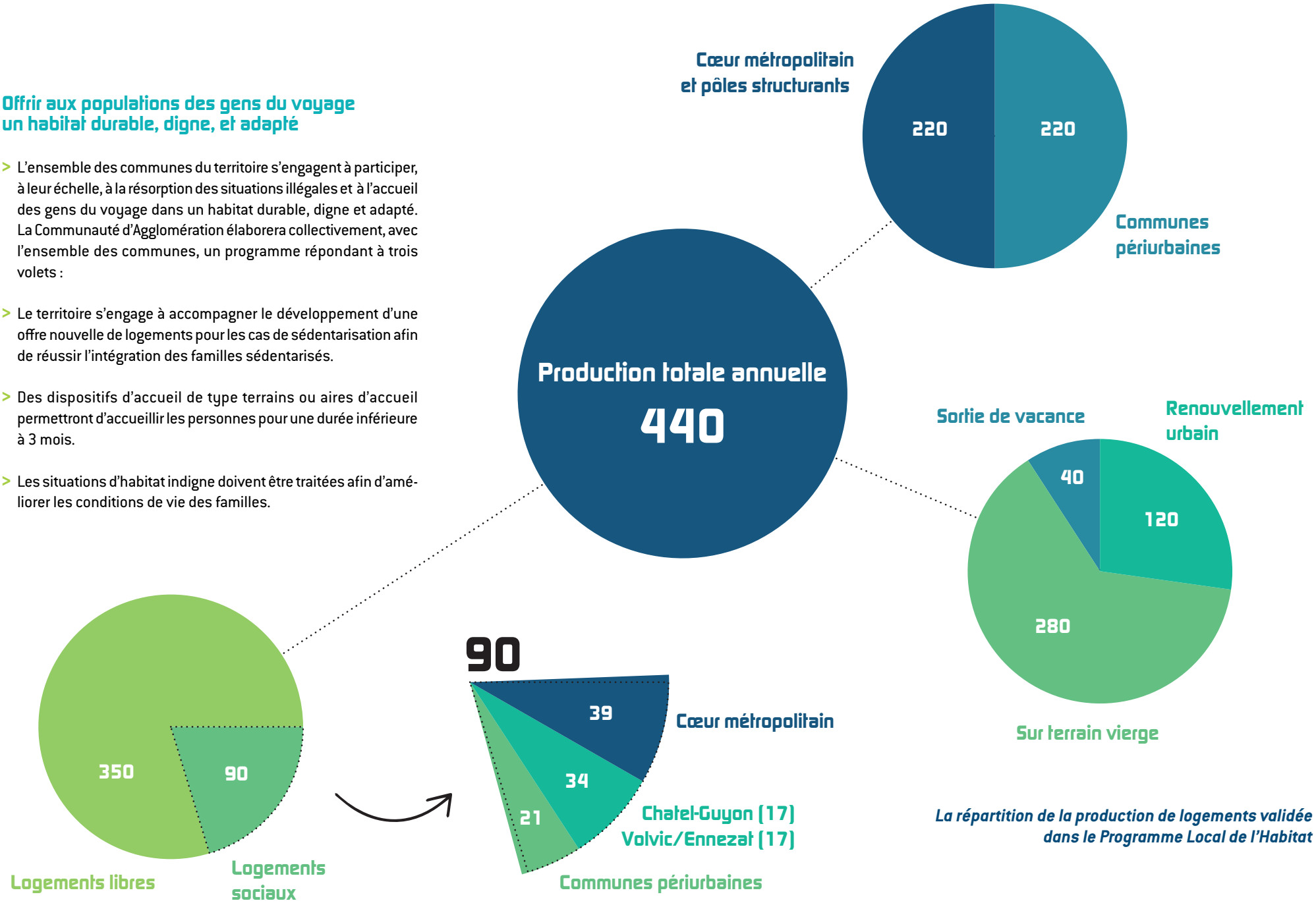
Offrir aux populations des gens du voyage un habitat durable, digne, et adapté

> L'ensemble des communes du territoire s'engagent à participer, à leur échelle, à la résorption des situations illégales et à l'accueil des gens du voyage dans un habitat durable, digne et adapté. La Communauté d'Agglomération élaborera collectivement, avec l'ensemble des communes, un programme répondant à trois volets :

> Le territoire s'engage à accompagner le développement d'une offre nouvelle de logements pour les cas de sédentarisation afin de réussir l'intégration des familles sédentarisés.

> Des dispositifs d'accueil de type terrains ou aires d'accueil permettront d'accueillir les personnes pour une durée inférieure à 3 mois.

> Les situations d'habitat indigne doivent être traitées afin d'améliorer les conditions de vie des familles.



La répartition de la production de logements validée dans le Programme Local de l'Habitat

Améliorer l'efficacité foncière dans les secteurs stratégiques

> Un objectif d'amélioration de l'efficacité foncière est fixé dans les secteurs stratégiques que sont les centres bourgs et le cœur métropolitain à travers la requalification du parc existant, l'optimisation des dents creuses et le renouvellement urbain. Cette stratégie d'intensification urbaine s'appuie sur le réseau de transport en commun.

> La mise en œuvre d'un Programme d'Intérêt Général communautaire et d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Renouvellement Urbain multi-sites (centres anciens de Châtel Guyon, Enval, Mozac, Riom et Volvic) permettront d'accompagner les propriétaires privés dans la réhabilitation de leurs logements. Ces deux programmes doivent permettre d'adapter les logements au vieillissement ou au handicap, de lutter contre l'indignité et l'insalubrité, d'améliorer l'efficacité énergétique, et de favoriser la remise sur le marché de logements vacants.

> Les abords des gares du territoire sont identifiés comme des secteurs stratégiques où l'efficacité foncière sera particulièrement recherchée afin de développer l'habitat et les activités à proximité des transports en commun.

> Les projets de renouvellement urbain sont encouragés dans les secteurs stratégiques centraux : dédensification d'îlots, requalification de friches, opération de démolition reconstruction.

> La priorisation des constructions dans les dents creuses du tissu urbain doit également participer à l'amélioration de l'efficacité foncière.

Renforcer la mixité sociale et générationnelle

> Afin d'adapter le parc de logements aux évolutions démographiques et sociétales, les produits d'habitat doivent être diversifiés pour tous les types de publics et toutes les générations. L'émergence d'un parc de logements diversifié permettra de faciliter les parcours résidentiels des habitants et nouveaux arrivants.

> Afin de pallier la standardisation du parc de logements et de favoriser la réalisation de parcours résidentiels fluides, le parc de logements doit être diversifié en termes de statut d'occupation (logement social, accession abordable à la propriété) mais aussi en termes de taille (T1 au T3), de types (maisons ou appartements) et de prix.

> Afin d'offrir des réponses à tous les jeunes en matière de parcours résidentiel, la collectivité souhaite accompagner le développement d'offres nouvelles, en recherchant des solutions dans le parc privé existant (colocation, sous location, logements touristiques, etc.) et en incitant au développement d'une offre de petits logements dans le parc social et privé.

> Le maintien des personnes âgées ou handicapées à domicile sera amélioré par l'adaptation et l'évolutivité des logements tant dans le parc social que dans le parc privé. Une offre nouvelle pourra également être développée en incluant une part de logements adaptés dans chaque opération en avec la réalisation d'habitat dédié ou de résidences intergénérationnelles.

> Pour répondre aux besoins en logement des plus précaires, la collectivité s'engage à proposer des solutions diversifiées améliorant le chaînage entre l'hébergement et le logement pérenne, telles que le développement du parc social, l'offre de logements d'urgence ou l'intermédiation locative.

ORIENTATION 2.3 RÉINVESTIR LES CENTRES-VILLES ET CENTRES-BOURGS

La Communauté d'Agglomération s'engage dans le réinvestissement des centres-bourgs en mettant en œuvre une approche multithématique (habitat, commerce, espace public) et une démarche multi partenariale et participative. Cette orientation vise également à agir sur la qualité résidentielle et des espaces publics pour rendre les centralités (centres-villes et centres-bourgs des communes) désirables pour l'accueil de nouveaux ménages.

Poursuivre la mise en œuvre du programme Action Cœur de Ville pour le centre ancien de Riom

> Riom a été sélectionné dans le cadre du programme national Action Cœur de Ville afin de mettre en œuvre une stratégie globale sur son cœur de ville.

> Le projet doit viser à rendre le marché du logement du centre-ville de Riom plus attractif, tout en accompagnant les habitants actuels et en favorisant les rénovations dans le cadre du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur.

> La stratégie commerciale doit permettre de rééquilibrer l'offre dans le centre-ville et d'augmenter les flux de clients afin de maintenir l'offre actuelle.

> Le projet doit également permettre de réaménager certaines grandes places afin de créer des espaces publics fédérateurs. Le Pré Madame est identifié comme prioritaire. Il permettra de créer une continuité entre les Jardins de la Culture et le centre-ville.

Mettre en place une opération de revitalisation de territoire (ORT)

> Une opération de revitalisation de territoire multi-site est envisagée pour les deux communes du pôle métropolitain et les trois pôles de vie : Mozac, Ménétrol, Volvic, Châtel-Guyon et Ennezat. La convention et le projet défini par les élus, l'État et les partenaires définira des mesures pour lutter contre la dévitalisation des centres-villes.

> L'ORT participera au renforcement de l'attractivité commerciale en v et aux projets de réhabilitation de l'habitat.

> Elle accompagne aussi la collectivité pour mieux maîtriser le foncier, notamment par le renforcement du droit de préemption.

Développer une stratégie globale pour les commerces de proximité

Afin de soutenir et accompagner les commerces de proximité, et afin favoriser l'animation commerciale, la Communauté d'Agglomération souhaite mettre en place une stratégie globale.

> Dans les centres-bourgs des communes du territoire (cœur métropolitain, pôles structurants et périurbain), la stratégie foncière pour les commerces de proximité doit être poursuivie. La collectivité peut racheter certains locaux commerciaux afin de les mettre en location à prix abordable pour des commerçants.

> La Communauté d'Agglomération soutient également les commerces de proximité en favorisant les projets d'aménagement de l'espace public, d'optimisation du stationnement afin de favoriser les flux.

> Riom Limagne et Volcans souhaite favoriser les commerces de proximité en développant une stratégie de communication et en organisant des évènements fédérateurs réguliers comme les Assises du Commerce.

> La Communauté d'Agglomération veillera à conserver les linéaires commerciaux dans les centres-bourgs.

Mettre en place une stratégie d'équilibre dans la programmation des équipements et des services

> L'armature territoriale de la Communauté d'Agglomération est structurée par la présence d'équipements et de services qui polarisent des bassins de vie. Cette armature doit être renforcée en visant une stratégie d'équilibre entre les différentes strates de l'armature urbaine.

> Le cœur métropolitain doit concentrer les équipements et services métropolitains dans les domaines de la culture, du sport et des loisirs qui répondent à des attentes d'échelle inter-régionale, voire nationale ou européenne.

> Les pôles structurants doivent conforter l'offre d'équipements et de services publics de proximité (équipements scolaires, petite-enfance, sportifs, socio-culturels, médicaux et administratifs) en favorisant leur mise en réseau avec les équipements métropolitains.

Assurer la mixité des usages dans les espaces publics

> Les espaces publics sont des lieux de vie sociale et des espaces partagés par tous qui contribuent à la qualité de vie des habitants, à l'animation et à l'attractivité des centres-villes et centres-bourgs. L'espace public participe aussi à l'image du territoire et contribue à son attractivité. Leur aménagement dans les centres-bourgs doit donc intégrer ces différents usages.

> Les circulations doivent être facilitées au cœur des bourgs. La place du piéton doit être renforcée en améliorant les continuités, la lisibilité des parcours et la signalétique. Les déplacements des personnes en situation de handicap, des personnes âgées et des enfants doivent être assurés par des parcours continus et du mobilier urbain adapté.

- L'espace public doit également être qualifié afin d'offrir un cadre de vie satisfaisant pour la population. L'aménagement de la trame verte et bleue, l'aménagement des places de village avec du mobilier urbain adapté ou des halles de marché doivent accompagner cet objectif.

- L'animation dans l'espace public doit être assurée en recherchant la mixité fonctionnelle dans les centres-bourgs à travers le maintien des commerces, des loisirs, et de manifestations festives ou culturelles. Le développement des outils numériques et des compétences mutualisées à l'échelle de la collectivité pour l'ensemble des communes sur l'animation à travers le numérique doit participer à cette dynamique (site internet des communes, utilisation des réseaux sociaux pour valoriser des événements locaux, des prestations ou des produits, etc.).

Lancer une nouvelle dynamique dans les centres-bourgs

- La redynamisation des centres-bourgs doit être envisagée dans une approche transversale y compris dans les méthodes de projet. L'ensemble des partenaires doit être mobilisé dans une logique participative.

- Les collectivités peuvent innover dans les méthodes de projet en mettant en place des résidences d'architectes, des ateliers étudiants, des concours d'idée. L'association de professionnels et d'habitants doit permettre de lancer une nouvelle dynamique dans les centres-bourgs, à l'image du plan-guide de redynamisation du centre-bourg d'Enval, réalisé en concertation avec les habitants.



Halle - Ennezat

ORIENTATION 2.4 CONCEVOIR LES NOUVELLES FORMES URBAINES

> La Communauté d'Agglomération souhaite être moteur dans la conception de nouvelles formes urbaines, qui prennent mieux en compte leur environnement naturel et bâti tout en répondant aux besoins des usagers.

Favoriser les opérations d'aménagement exemplaires en matière de forme urbaine

> Dans les nouvelles opérations, les formes urbaines devront être exemplaires en termes d'équilibre espace bâti - espace libre végétalisé. Cet équilibre permettra de rendre acceptables des densités plus fortes.

> Afin de réduire l'étalement urbain, les nouvelles opérations de logements devront prévoir une densité moyenne maximum équivalente à 180m² par logement pour le cœur métropolitain, 380m² par logement pour les pôles de vie et 520m² par logement pour les communes péri-urbaines.

> Sur la période 2009-2017, 213 ha ont été urbanisés pour une vocation résidentielle soit une moyenne de 23,6ha par an. Dans le PLUi, les surfaces dédiées à l'urbanisation de ces 440 logements en moyenne par an seront limitées à 168 ha au maximum pour la période 2022-2032 soit 15.3ha/an comme précisé dans le PLH de RLV.

> En contrepartie, l'artificialisation des sols devra être limitée en imposant des espaces de pleine terre et des aménagements sous forme d'espaces verts de qualité.

> Les nouvelles opérations devront être insérées dans leur environnement en adaptant les projets aux enjeux environnementaux locaux, en prenant en compte les spécificités du terrain, en garantissant l'intégration paysagère, en assurant la capacité des réseaux, en favorisant la perméabilité écologique.

Concevoir une qualité urbaine et architecturale adaptée aux modes de vie des habitants

> La conception des logements devra permettre d'œuvrer contre la standardisation des paysages urbains et d'adapter les logements aux modes de vie des habitants.

> La diversité architecturale dans les nouvelles opérations et la prise en compte du contexte urbain doivent permettre de limiter la standardisation des paysages urbains.

> Les bâtiments devront, dans la mesure du possible et en fonction du contexte, bénéficier de bonnes conditions d'ensoleillement et la double exposition devra être privilégiée pour chaque logement afin d'assurer sa bonne ventilation.

> Les prolongements extérieurs des logements devront être valorisés et diversifiés par la réalisation de maisons avec jardins tenant compte des problématiques de stationnement, mais aussi d'appartements avec terrasses ou balcons. Ces espaces privatifs devront être conçus pour favoriser des conditions d'usage optimales en assurant l'intimité par rapport aux vues extérieures.

> Le territoire accompagne les évolutions des bâtiments situés dans les cœurs historiques protégés par des servitudes tout en respectant des objectifs de qualité architecturale.

> La question de la mutation des tissus pavillonnaires est également un enjeu important sur le territoire au regard de l'âge du bâti, de la taille des parcelles et de l'âge des propriétaires occupants. Ces mutations devront être maîtrisées pour assurer le bon fonctionnement des quartiers.

Favoriser la mixité fonctionnelle, notamment dans les centralités

> La mixité fonctionnelle permet de renforcer l'animation des quartiers, tout en limitant les déplacements motorisés. Elle doit donc être favorisée.

> Dans une logique de mixité des fonctions urbaines, l'ensemble des activités économiques compatibles avec la fonction résidentielle pourra être localisé dans le tissu urbain si elles ne créent pas de nuisances.

> Les nouvelles opérations pourront prévoir des rez-de-chaussée dédiés à l'accueil d'activités, de commerces, d'équipements ou de services, selon les besoins identifiés.

Favoriser le développement résidentiel sur les secteurs à enjeux grâce à la stratégie foncière

> Afin de favoriser l'émergence de projets dans les secteurs stratégiques du territoire, la Communauté d'Agglomération souhaite mettre en place une politique foncière.

> La collectivité envisage de réaliser un plan d'action foncière qui permettra d'identifier les gisements fonciers et de caractériser les sites prioritaires d'urbanisation, de maîtriser le foncier stratégique et de définir les modalités d'acquisition et de négociation foncière.

> Ce plan d'action foncière permettra de mettre en œuvre le projet d'agglomération grâce à des outils adaptés (emplacements réservés et droit de préemption urbain).

Renforcer la place de la nature en ville en favorisant une approche multifonctionnelle

> La nature apporte une diversité de services à la ville. Ces services peuvent être maximisés en accordant plus de place à la végétalisation et à la présence de l'eau.

> Les espaces naturels intra-urbains, ainsi que les continuités naturelles des secteurs urbanisés doivent être préservés. Cette trame verte et bleue doit s'appuyer sur l'ensemble des éléments naturels présents en ville : parcs, jardins publics ou privés, alignements d'arbres, végétalisation des voiries, cours d'eau, terrains de sport. Dans les secteurs urbains denses, des espaces de respiration devront être créés afin d'amener la nature en ville. De même, les jardins potagers de proximité devront être préservés ou créés.

> Les berges des cours d'eau devront être aménagées de manière à mieux les intégrer aux communes qu'elles traversent et à renforcer leur accès pour la promenade.

> L'agriculture urbaine doit être favorisée et développée à travers le maintien des jardins familiaux, voire même l'installation d'exploitation d'agriculture urbaine.

> La végétation existante devra être maintenue autant que possible dans les futurs projets, en particulier les arbres de haute tige.



La Moutade - Chambaron sur Morge

AXE 3

DES ACTIONS TRANSVERSALES PERMETTANT DE FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

AXE 3 – DES ACTIONS TRANSVERSALES PERMETTANT DE FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le contexte global du changement climatique a un impact fort dans de nombreux domaines qui imposent à la Communauté d'Agglomération de revoir le mode de développement urbain, pour aller vers plus de résilience et de sobriété.

Le changement climatique a d'ores et déjà un impact sur les pratiques agricoles, sur les quantités d'eau et sur la biodiversité. La lutte et l'adaptation aux dérèglements à venir vont continuer à modifier en profondeur les paysages notamment avec la modification du domaine de l'eau, la mutation de la forêt voire, l'émergence des énergies renouvelables dans le grand paysage. C'est pourquoi la lutte et l'adaptation au changement climatique sont des enjeux cruciaux pour l'avenir dont la Communauté d'Agglomération doit se saisir.

Les déplacements motorisés sont parmi les principaux facteurs d'émissions de gaz à effet de serre. Sur le territoire, les habitants sont très dépendants de la voiture individuelle : 74% des déplacements sont réalisés en voiture. L'offre en transport en commun est en nette progression grâce à la mise en place des bus RLV Mobilités mais doit être encore améliorée. Les itinéraires doux et notamment cyclables sont à développer afin d'encourager les changements de pratiques.

Le modèle économique du territoire est en partie basé sur l'extraction des ressources et notamment de l'eau, des matériaux issus des carrières et des terres de Limagne. Les acteurs du territoire doivent veiller à maintenir un bon niveau de ressources, en adoptant une gestion économe, et à assurer un partage équitable entre les différents usages.

Le modèle énergétique du territoire est fortement dépendant des énergies fossiles et seuls 3% de l'énergie est produite localement. Pourtant, le potentiel énergétique est fort et sous utilisé notamment pour l'énergie solaire, le biogaz et la géothermie. L'enjeu est d'agir sur l'ensemble des postes de dépense d'énergie afin de favoriser les économies tout en verdissant et en relocalisant l'énergie consommée sur le territoire en cohérence avec les objectifs du PCAET.

Le développement de l'urbanisation et des activités humaines sans prise en compte du socle naturel du territoire est à la source de nombreux risques et nuisances. Sur le territoire, le risque d'inondation et les nuisances sonores liées aux routes sont importants. Les risques pourront être diminués en restreignant les possibilités de développement de l'urbanisation à proximité des zones d'aléas et en réduisant la vulnérabilité des territoires déjà urbanisés en zone inondable. L'évolution des modes de transports permettra d'accompagner la réduction d'une partie des nuisances.

Le troisième axe du PADD s'intéresse au contexte global dans lequel se place le territoire : le changement climatique et ses conséquences directes. Il permet d'énoncer des actions ambitieuses et transversales pour lutter et s'adapter à ce défi. L'objectif est également de parvenir à réaliser la transition écologique tout en prenant en compte les impacts sur la qualité du paysage qu'elle pourra avoir.

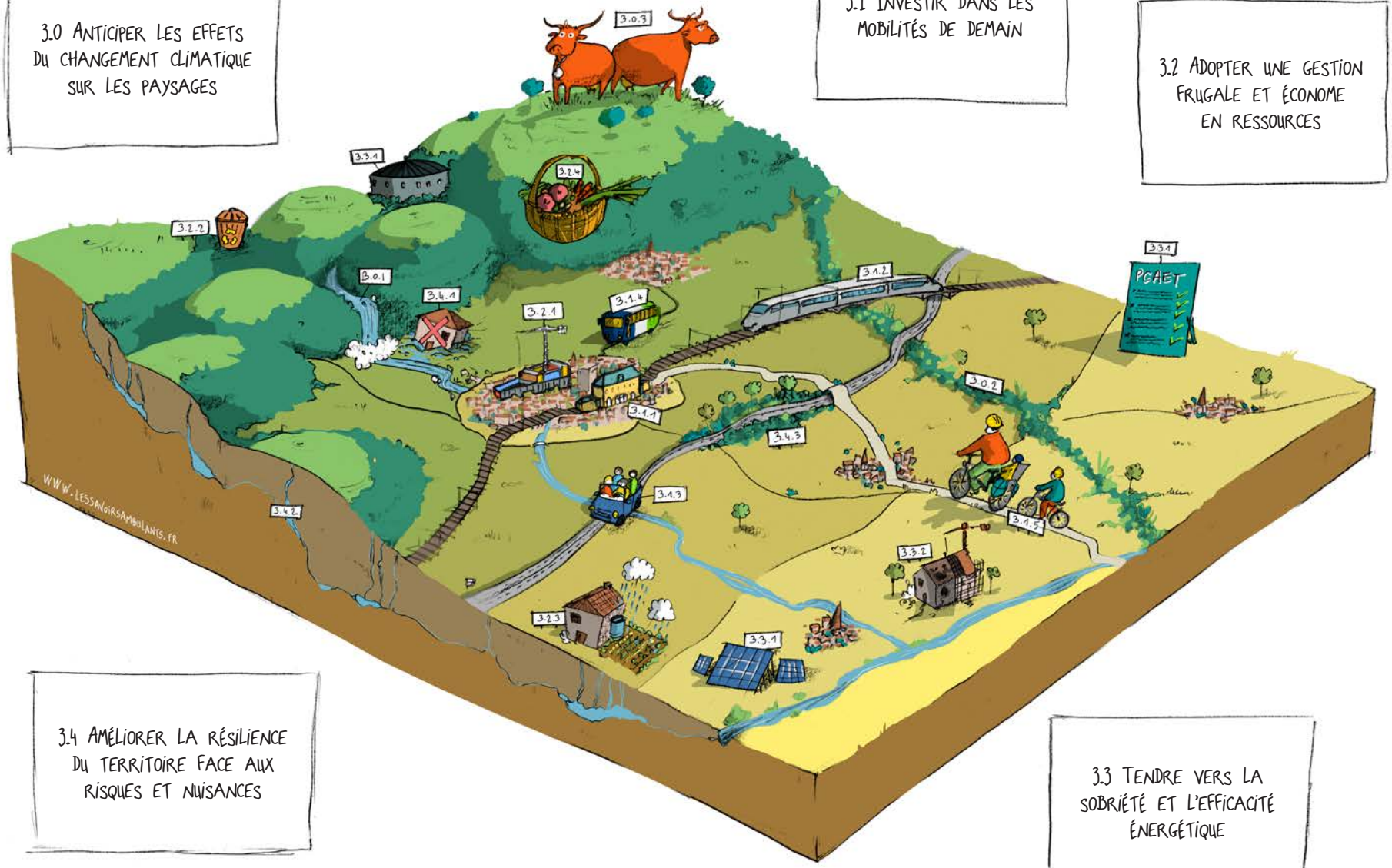
Cet axe comprend une orientation paysage (3.0) transversale aux quatre orientations stratégiques (3.1 à 3.4) :

- Orientation 3.0 Anticiper les effets du changement climatique sur les paysages
- Orientation 3.1 Investir dans les mobilités de demain
- Orientation 3.2 Adopter une gestion frugale et économe en ressources
- Orientation 3.3 Tendre vers la sobriété et l'efficacité énergétique
- Orientation 3.4 Améliorer la résilience du territoire face aux risques et nuisances

3.0 Anticiper les effets du changement climatique sur les paysages

3.1 Investir dans les mobilités de demain

3.2 Adopter une gestion frugale et économe en ressources



3.4 Améliorer la résilience du territoire face aux risques et nuisances

3.3 Tendre vers la sobriété et l'efficacité énergétique

ORIENTATION 3.0 ANTICIPER LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR LES PAYSAGES

En modifiant les équilibres actuels, le réchauffement climatique va avoir des conséquences sur les paysages. Afin d'être plus résilient, le territoire s'adapte en proposant de nouvelles formes paysagères. Il s'agit de préserver les qualités de ces paysages, tout en offrant une réponse à cet enjeu mondial.

Révéler la présence de l'eau dans l'aménagement du territoire

> L'eau est une composante forte des paysages. C'est un fil rouge depuis la chaîne des Puys jusqu'au val d'Allier. Elle est présente sous toutes les formes sur le territoire : sources, rus, résurgences, fontaines, rivières, étangs, gorges etc. Malgré tout, elle reste peu mise en valeur, voire elle est parfois ignorée au sein du développement urbain. Révéler sa présence doit permettre de faire face aux pics de chaleur en été en offrant des lieux de rafraîchissement mais également de favoriser le stockage en cas de crues et d'intempéries et ainsi renforcer la sensibilisation au risque d'inondation. La mise en valeur de l'eau se traduit par :

- la mise en place de circuits de découverte le long des berges des cours d'eau principaux : Morge, Allier, Ambène, Artière, Bédat ;
- des opérations de renaturation de berges de cours d'eau ;
- la redécouverte de l'eau en milieu urbain pouvant constituer de nouveaux parcs et jardins (par exemple le long du Maréchat ou de la Pâle) ;
- la création de noues paysagères ou de champs d'expansion des crues qualitatives dès que possible ;
- la préservation de l'étang de Pulvérières et des étangs longeant l'Allier (Martailles) ;
- la protection des ouvrages liés à l'eau : fontaines, puits, etc.

Préserver la biodiversité ordinaire en maillant les corridors écologiques du territoire

> L'artificialisation du territoire du fait de l'étalement urbain, des infrastructures linéaires ou de l'arrachage de haies, menace le maintien de la biodiversité sur le territoire en rompant les maillages écologiques et complique la gestion des eaux pluviales en favorisant les phénomènes de ruissellement. Préserver cette biodiversité est essentiel pour la résilience et la qualité de vie du territoire, elle est en effet à la source de nombreux services écosystémiques comme l'apport de nourriture, d'énergie, de qualité paysagère et de diminution des risques, notamment de sécheresse et d'inondation.

> Faire entrer la nature dans les villes en accordant plus de place à la végétalisation et à la présence de l'eau.

> Empêcher la fermeture des corridors en contenant l'étalement urbain notamment linéaire.

> Préserver ou reconstituer les mosaïques de milieux naturels : maintenir le bocage, reconstituer les milieux humides et ripisylves aux abords des cours d'eau, maintenir l'existant et replanter des haies et des arbres en Limagne.

Accompagner les évolutions des pratiques agricoles liées au réchauffement climatique

> Le réchauffement climatique va avoir des conséquences sur les pratiques agricoles et sylvicoles. Les épisodes climatiques extraordinaires vont se répéter plus fréquemment. Afin d'accroître la résilience du territoire, il est nécessaire d'accompagner l'évolution de l'agriculture en maintenant la caractérisation des quatre unités paysagères du territoire :

> Dans la chaine des Puys, il s'agit de conforter l'élevage en place, en permettant sa propagation sur le sommet des puys. La diversification des modes de culture peut apporter des motifs paysagers supplémentaires ;

> Sur la faille et les coteaux de Limagne, il s'agit de diversifier les modes de culture en offrant du maraîchage, de la viticulture et de l'arboriculture.

> Dans la plaine de Limagne, un travail sur la création de haies doit permettre à cet open field de mieux gérer la ressource en eau. Afin de garantir un territoire circulaire, la mise en place de circuits courts nécessite la création de serres, qui deviennent de nouveaux motifs paysagers caractéristiques de la plaine de Limagne.

> Dans le val d'Allier, il s'agit de préserver les haies présentes entre les grandes cultures ouvertes.

> D'une manière générale, des solutions techniques (retenues de substitution, restauration de zones humides, augmentation de l'efficience des réseaux d'eau potable ou irrigation, revitalisation des cours d'eau, etc.) tenant compte de l'alternance de périodes de sécheresse et de phénomènes pluvieux intenses, devront être étudiées afin de garantir la disponibilité de la ressource en eau pour les différents usages dont le territoire a besoin. Il conviendra ainsi de veiller au maintien d'un débit minimum des cours d'eau.

> Le dérèglement climatique impacte durablement les massifs forestiers favorisant le dépérissement des individus non adaptés à des sécheresses récurrentes, aux fortes températures et aux nouvelles attaques bactériologiques et mycologiques entre autres. Une gestion raisonnée et planifiée des forêts, ajustée aux nouvelles conditions climatiques pour les décennies à venir, est indispensable pour conserver des paysages boisés en bonne santé et limiter le risque incendie.

ORIENTATION 3.1 INVESTIR DANS LES MOBILITÉS DE DEMAIN

Face au défi environnemental, social et de santé publique posé par l'usage de la voiture individuelle, la Communauté d'Agglomération souhaite encourager l'utilisation de l'ensemble des modes de transport alternatifs. Pour cela, elle cherche à mettre en place les conditions favorables à des mobilités apaisées, fluides et sécurisées dans les meilleures conditions.

Maintenir la bonne accessibilité au grand territoire

> Le territoire bénéficie d'une assez bonne accessibilité routière et ferroviaire qui offre un accès efficace au grand territoire. Les liaisons SNCF vers Paris et Lyon sont cependant insuffisantes en quantité comme en qualité. Les infrastructures de transports qui assurent cette desserte doivent être améliorées.

> Le territoire est très bien desservi par la route (départementales et autoroutes). Le réseau autoroutier doit lui permettre de se positionner comme l'entrée nord de la métropole de Clermont-Ferrand. Les routes départementales doivent assurer les liaisons intra-territoriales.

Soutenir le transport ferré

> Le territoire bénéficie de la présence de trois gares SNCF : la gare de Riom, la gare de Volvic et la halte de Pontmort sur la commune de Chambaron-sur-Morge.

> La Communauté d'Agglomération soutient le maintien la gare de Volvic et de la halte de Pontmort et le renforcement de la fréquence des trains. Les voies ferrées, y compris celles actuellement utilisées pour du transport non voyageur, doivent être maintenues dans l'optique de développer une offre future de navettes, éventuellement sans chauffeur, pour rejoindre Clermont-Ferrand. Ce type de développement pourrait créer une nouvelle demande de transports en commun.

> La gare de Riom est essentielle à la connexion avec la métropole de Clermont-Ferrand et avec Vichy, Lyon et Paris. Elle doit donc être renforcée tant dans son positionnement en tant que gare nord de la métropole, entre Vichy et Clermont-Ferrand, que dans sa position dans le cœur métropolitain. L'accès piéton et voiture doit être amélioré.

> En cohérence avec le PCAET, le ferroutage et le fret ferroviaire doivent être favorisés, notamment pour développer la logistique urbaine. Le développement de sites d'activités embranchables est encouragé.

Repenser l'usage de la voiture individuelle.

> L'usage de la voiture individuelle peut être optimisé dans le cadre d'une stratégie visant à favoriser l'intermodalité et le partage de voitures.

> La politique de stationnement favorisant le rabattement vers les transports en commun doit être poursuivie. Elle a déjà été mise en place autour de la gare de Riom et peut être répliquée autour des stations de bus dans les pôles structurants. Cette politique de stationnement vise à favoriser l'intermodalité voiture - transports en commun.

> Le fonctionnement territorial en archipel doit également servir à diminuer les déplacements de longue distance en voiture et à favoriser l'intermodalité au niveau des pôles structurants. Le rapprochement des lieux de consommation, d'habitat, de loisirs et de travail doit permettre de limiter les déplacements.

> Les alternatives à la voiture individuelles telles que le covoiturage ou l'autopartage doivent aussi être encouragées, en lien avec le conseil département du Puy-de-Dôme qui gère les aires dédiées au covoiturage et avec le schéma covoiturage.

> La transition des mobilités doit aussi se traduire avec l'usage de véhicules hybrides, fonctionnant au biogaz, à l'hydrogène et ou complètement électrique. Afin d'encourager cette transition, le territoire devra permettre l'installation des bornes et stations adaptées à ces nouveaux fonctionnements.

Poursuivre le développement de l'offre de transports en commun.

> Le réseau de bus RLV Mobilités a été restructuré en septembre 2018 afin de relier les trois pôles structurants au cœur métropolitain et plus précisément à la gare de Riom. Ce réseau est essentiel à la structuration de l'armature territoriale et doit donc être renforcé.

> La fréquence des bus des quatre lignes doit être augmentée, notamment aux horaires de pointe.

> La communication visant à faire connaître le transport à la demande doit être poursuivie afin d'accompagner l'évolution des pratiques et faciliter la mobilité à destination de Riom (y compris le samedi pour le marché).

> La Communauté d'Agglomération soutient également le réseau de cars Transdômes qui assure les déplacements interurbains au-delà du territoire.

Encourager les modes doux de déplacement.

> Dans une logique de multifonctionnalité, le développement des modes doux de déplacement (marche à pied, vélo, etc.) doit accompagner l'évolution des pratiques de mobilité quotidiennes mais également le développement du tourisme vert.

> Le maillage des voies cyclables doit être complété en cohérence avec le schéma cyclable, dans le cœur métropolitain et dans les pôles structurants dans un premier temps. Le maillage pourra permettre de desservir les bourgs périurbains et mailler l'intégralité des communes.

> Le domaine cyclable doit être spatialisé afin de favoriser les déplacements doux sur de courtes distances par les habitants. Il doit également être rendu plus lisible afin de sécuriser les déplacements par des éléments de signalétique et des aménagements. En raison du différentiel de vitesse avec les véhicules motorisés, certains tronçons de bande cyclables devront être transformés en pistes cyclables.

> Les itinéraires doux existants doivent être maintenus : Thermal express, coulée verte de l'Ambène, vélortoute «Via Allier». Le maillage de voies vertes pourra être complété pour relier ces voies existantes notamment entre Riom et la Morge et l'Allier.

> Le maillage de sentiers de randonnées à vocation touristique est également une plus-value importante pour les habitants, pour des déplacements quotidiens ou récréatifs.



Place de l'Église - La Moutade

ORIENTATION 3.2 ADOPTER UNE GESTION FRUGALE ET ÉCONOME EN RESSOURCES

Dans un contexte de raréfaction des ressources mais aussi de développement de sa population, la Communauté d'Agglomération souhaite mettre en place une démarche de frugalité et d'économie des ressources.

Engager la transition vers un urbanisme circulaire

> L'urbanisme circulaire consiste à transposer les principes de l'économie circulaire à la fabrique urbaine, en se focalisant sur les économies de ressources nécessaires : les sols et les matériaux.

> Le tissu urbain existant doit être intensifié notamment en favorisant la mixité fonctionnelle et la densification des quartiers existants.

> Afin de limiter l'étalement urbain, les nouveaux projets se feront prioritairement sur les espaces déjà urbanisés mais délaissés, afin de reconstruire la ville sur elle-même. Les friches sont des milieux artificialisés et aujourd'hui délaissés, elles sont une opportunité de concilier le développement du territoire et la lutte contre l'étalement urbain.

> La consommation foncière prévue par le projet devra nécessairement être réduite par rapport à la période précédente où 43 hectares par an étaient consommés en moyenne.

> L'emploi de matériaux locaux dans les nouvelles constructions bénéficie à la fois à l'économie locale et à la réduction des impacts environnementaux. La recherche d'un approvisionnement durable en matières premières dédiées à la construction doit donc être promue. Les porteurs de projets sont incités à favoriser les matériaux locaux, biosourcés, recyclés, réemployés. Les chantiers publics pourront montrer l'exemple à travers cette exigence.

Assurer la gestion des déchets dans une logique d'économie circulaire

> La Communauté d'Agglomération soutient la démarche mise en place par le syndicat du Bois de l'Aumône auquel adhère une majorité de communes du territoire. Le syndicat est labellisé « Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage » et porte un objectif de gestion basé sur la réduction, le réemploi, le recyclage et la valorisation.

> Les actions menées dans le cadre de la labellisation telles que la sensibilisation et la tarification incitative doivent être poursuivies.

> La gestion des déchets de chantiers visant à la transition écologique, tels que les rénovations énergétiques ou le réinvestissement de friches doit être anticipée.

Assurer une gestion des eaux pluviales au point de chute

> Les réseaux urbains unitaires gèrent les eaux pluviales comme un déchet en les associant parfois aux eaux usées, aujourd'hui la prise de conscience de la valeur de cette ressource amène à de nouveaux modes de gestion. D'autre part, des épisodes pluvieux intenses peuvent être à l'origine d'inondations par ruissellement et/ou débordement de réseaux.

> Les eaux pluviales devront donc être gérées prioritairement au plus près de leur point de chute pour permettre l'infiltration à la parcelle. Elles pourront également être valorisées pour l'arrosage ou pour un usage d'eau non potable. Les installations et équipements permettant la réutilisation des eaux pluviales (cuve de rétention, cuve de récupération, etc.) et des eaux grises doivent être favorisés en zone d'activités et en zone d'habitat. L'aménagement des nouvelles zones devra intégrer une gestion des eaux pluviales aboutie et volontariste.

> La maximisation des espaces perméables au sein des espaces urbains permettra de limiter le volume d'eau de ruissellement ainsi que sa charge en polluant.

Soutenir le développement des circuits courts alimentaires

> Le développement de circuits court alimentaires permet de maximiser la résilience du territoire et de soutenir le développement de projets agricoles diversifiés, en lien avec la préservation des qualités écologiques et des paysages.

> La Communauté d'Agglomération soutient l'élaboration du Projet Alimentaire Territorial du Grand Clermont et du PNR du Livradois-Forez. L'objectif est de coordonner l'ensemble des initiatives locales dans une stratégie globale de reterritorialisation de l'alimentation. Il doit permettre de structurer une économie agro-alimentaire locale en rapprochant les acteurs de la chaîne alimentaire (consommateurs, transformateurs, distributeurs, restaurateurs et producteurs).

> A l'échelle du territoire, les circuits courts peuvent être favorisés par un soutien à l'ensemble de la filière : la mise en commun d'outils de transformation, le recensement des producteurs, l'accompagnement des producteurs locaux souhaitant s'installer, la mise en lien des producteurs et des consommateurs et le développement d'espaces de ventes (marchés, magasins de producteurs, AMAP, etc.).

> Dans un contexte de changement climatique, la ressource en eau potable se fragilise, aussi afin de protéger les habitants d'une éventuelle pénurie sur les périodes estivales, les futurs projets d'urbanisation du territoire devront prendre en compte la capacité de desserte en eau potable du projet avant d'être validés. Pour garantir un avenir pérenne à notre territoire, la planification de l'urbanisation devra être raisonnée et en adéquation avec les ressources en eau.

ORIENTATION 3.3 TENDRE VERS LA SOBRIÉTÉ ET L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Le Plan Climat Air Energie Territorial de la Communauté d'Agglomération a été approuvé le 5 novembre 2019. Il fixe une stratégie ambitieuse pour assurer la transition énergétique à l'échelle du territoire. Le projet de territoire s'inscrit en compatibilité avec les orientations retenues.

Engager l'ensemble des acteurs du territoire dans la transition en cohérence avec le PCAET

> La transition énergétique est un axe structurant de la démarche contenue dans le Plan Climat Air Energie Territorial de la Communauté d'Agglomération. L'objectif est d'engager l'ensemble des acteurs du territoire en faveur des enjeux liés à l'air, à l'énergie et au climat.

> Le bâti résidentiel, dont la consommation d'énergie est responsable de 31% de la consommation d'énergie du territoire, doit faire l'objet d'une amélioration de son efficacité énergétique.

> Le secteur agricole est à la fois consommateur d'énergie sur laquelle des actions d'économie peuvent être menées mais surtout porteur d'un potentiel de production d'énergie renouvelable comme la biomasse, le solaire ou l'éolien, qu'il faut soutenir dans certaines conditions.

> Le secteur des transports est aujourd'hui très dépendant des énergies fossiles et doit s'engager dans une diversification des énergies y compris par le développement de transports actifs.

> Les entreprises doivent s'engager dans la transition par des actions d'économies d'énergie, de développement des énergies renouvelables et d'adaptation de leur activité au contexte de transition énergétique et climatique. L'adaptation au dérèglement climatique peut également concerner le bâti par la végétalisation des surfaces afin de lutter contre les îlots de chaleur.

> Les services publics peuvent participer à cette transition à la fois au travers de leurs compétences (transport, urbanisme, gestion des déchets, etc.) mais également en se montrant exemplaires dans leur fonctionnement et la gestion de leur patrimoine.

Agir en faveur de l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments

> Les bâtiments sont une source importante de consommations d'énergie et d'émissions de gaz à effets de serre, des actions ambitieuses dans ce domaines sont un levier important pour la transition du territoire.

> La conception et la construction des bâtiments neufs doivent permettre de limiter leur consommation d'énergie et de matière sur l'ensemble de leur cycle de vie.

> L'essentiel du parc bâti du territoire restera toutefois constitué des bâtiments déjà construits qui ne doivent pas être oubliés dans cette démarche. Ainsi, les actions de rénovation des bâtiments existants permettant d'augmenter leur performance énergétique doivent être encouragées en s'appuyant sur les dispositifs d'accompagnement tels que les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat, les Projets d'Intérêt Général et les Plateformes Territoriales de Rénovation Énergétique gérées par le Service Public de la performance Énergétique de l'Habitat..

Promouvoir le développement de la production d'énergie renouvelable et locale

> La production d'énergies renouvelables (thermique et électrique) sur le territoire permet de diminuer le recours aux énergies fossiles et les émissions de gaz à effet de serre tout en améliorant l'autonomie énergétique du territoire. La structuration d'une filière économique énergétique locale permet également de relocaliser les retombées économiques.

> Le développement de l'énergie éolienne ne pourra avoir lieu qu'en dehors du périmètre du Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne, c'est-à-dire plutôt dans le secteur de la plaine.

> Les structures existantes comme le Réseau de Chaleur Bois RCBE devront être confortées et étendues pour proposer ce service à un maximum d'habitants.

> Le développement du photovoltaïque au sol devra être maîtrisé, en particulier dans les zones naturelles et agricoles. Des projets pourront voir le jour sur d'anciennes carrières ou friches.

> Les règles d'urbanisme doivent permettre l'intégration des équipements de production sur les bâtiments, dans les espaces urbains, voire dans les espaces agricoles ou naturels, sous certaines conditions, tout en garantissant leur bonne intégration à l'environnement proche et au paysage.

> Les structures de production d'énergie par géothermie doivent pouvoir être favorisées sur les secteurs techniquement favorables.


Réseau de Chaleur Bois RCBE

ORIENTATION 3.4 AMÉLIORER LA RÉSILIENCE DU TERRITOIRE FACE AUX RISQUES ET NUISANCES

Le secteur est sujet à différents risques naturels et technologiques ainsi qu'à des nuisances qui interrogent les capacités de résilience du territoire face à un éventuel choc. Face à ce constat, la Communauté d'Agglomération s'engage à réduire l'exposition aux risques de son territoire.

Cibler les secteurs de développement de l'urbanisation en dehors des zones d'aléas

> Le territoire est touché par différents aléas, naturels (comme les risques d'inondation par débordement de cours d'eau, les mouvements de terrains, les feux de forêt, les tempêtes, les séismes) et technologiques (comme le risque industriel, le transport de matières dangereuses, le risque de rupture de barrage et le risque minier).

> Afin de réduire l'exposition aux risques, l'exposition des personnes et des biens aux aléas doit être diminuée en orientant l'urbanisation en dehors des zones concernées par les risques connus et en se conformant, le cas échéant, aux directives préfectorales en la matière.

> Le risque d'inondation est majeur dans certains secteurs. Le document devra prendre en compte les plans de prévention des risques d'inondation qui réglementent l'usage des sols mais également intégrer les connaissances sur l'aléa dans les zones non soumises cette réglementation.

Augmenter la résilience du territoire

> La survenue d'un évènement naturel ou d'un accident technologique peuvent entrainer la désorganisation des activités sur le territoire. Afin de pallier ce risque supplémentaire et dans un contexte d'accentuation des risques liés au dérèglement climatique (inondations et sécheresses), le territoire souhaite prévoir pour améliorer la résilience. Le développement de mesures de protection, de réduction de la vulnérabilité, et d'information des acteurs sur la conduite à tenir permettent de diminuer les impacts et de favoriser le retour à la normale. Ces actions doivent s'adapter aux contextes et aux acteurs spécifiques des différentes parties du territoire. L'adaptation du bâti existant aux aléas est primordial pour l'augmentation de la résilience du territoire.

> L'impact des sécheresses, des inondations et de l'îlot de chaleur urbain peut être diminué par la préservation ou la restauration d'éléments de gestion naturels qui agissent comme des tampons comme les zones humides, les zones d'expansion des cours d'eau, les haies ou les arbres en ville.

> Le risque d'inondation, de même que l'impact des sécheresses peuvent être limités en favorisant la désimperméabilisation des sols, en limitant et en compensant l'imperméabilisation et en assurant la gestion des eaux pluviales au plus près de leur point de chute pour éviter la surcharge des réseaux.

> Le risque incendie lié au réchauffement climatique devra également être mieux pris en compte.

> Les projets doivent le prendre en compte le risque sismique dans les dispositions constructives.

> L'usage de la ressource en eau doit être faite en priorité pour répondre aux besoins en alimentation en eau potable, puis en second lieu pour l'agriculture et l'industrie. Il est nécessaire d'intégrer le changement climatique et les évolutions de la ressource en eau et de la consommation dans les prospectives de développement.


Gorges - Enval

Préserver la qualité du cadre de vie par la limitation des pollutions et des nuisances

> Le territoire est concerné par des pollutions et nuisances principalement causées par les transports le long des axes routiers et ferroviaires. Une meilleure prise en compte de ces nuisances dans l'aménagement du territoire permettra de réduire leur impact.

> Le développement de l'urbanisme devra prendre en compte la présence des axes de transports et garder une distance avec les axes générateurs de bruit et de pollution de l'air local (particules fines, ozone, …), les autoroutes notamment. En milieux urbain, les habitations et les activités devront être structurées autours d'axes apaisés, qui serviront également de supports aux mobilités douces.

> Les nuisances visuelles pourront également être limitées par une meilleure intégration paysagère des projets.

> Les pollutions lumineuses feront l'objet d'une attention particulière pour diminuer l'impact sur le cadre de vie et sur la biodiversité en ville. Dans ce cadre, l'agglomération sera aidée dans ce travail sur la trame noire et la pollution lumineuse par l'analyse des données du CRAIG.

> Le développement du traitement des déchets verts par compost doit permettre de réduire les feux de plein air et les nuisances associées.

> Le développement de l'urbanisation doit se faire en adéquation avec la capacité des ressources en eau et en équipements existants ou programmés afin de ne pas porter atteinte à la ressource disponible en quantité et en quatlité. Les secteur déjà saturés ou sous-équipés doivent être conditionné à l'identification de ressources alternatives d'alimentation en eau potable.



agence@ville-ouverte.com
www.ville-ouverte.com

26 rue André Joineau
93310 Le Pré-Saint-Gervais
01 41 63 14 41